

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 4fr.

PÓŁROCZNIE..... 8fr.

ROCZNIE..... 15fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 18fr.

TELEFON:

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 4fr.

SIX MOIS..... 8fr.

UN AN..... 15fr.

Etranger:

UN AN..... 18fr.

TÉLÉPHONE:

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATIONL'AUTRICHE
peut-elle se transformer?

Il faut tout prévoir, même l'impossible.

Il faut prévoir, je ne dirai pas la victoire de l'Allemagne, mais l'absence de défaite, de cette défaite complète que le monde entier, ligué contre la Germanie, escompte nécessairement pour remettre la civilisation dans les voies régulières d'où l'Allemagne l'a détournée.

Pressentant qu'elles ne seront pas victorieuses, l'Allemagne et l'Autriche travaillent à transformer leur gouvernement intérieur; cette transformation s'impose; nos ennemis l'annoncent au monde, et s'en font un titre aux yeux de leurs populations.

De quelles transformations l'Autriche serait-elle susceptible?

Une seule doit être envisagée, qui serait capable de rajeunir et peut-être de sauver l'édifice archaïque et vermoulu de la monarchie des Habsbourg.

Je veux dire l'instauration du fédéralisme parmi les nationalités de l'Autriche, sur le pied de la pleine égalité de droit et de fait entre ces différentes nationalités.

J'entends que l'Autriche-Hongrie au lieu d'être dominée par les Allemands et par les Madgyars, limiterait cette prédominance allemande aux provinces allemandes, cette prédominance madgyare aux provinces madgyares, tandis que Tchèques, Polonais, Ruthènes, Serbo-Croates, etc., auraient, sans conteste, la domination administrative, économique et politique dans leurs provinces respectives.

Voilà ce qu'on appelle le véritable fédéralisme.

Or, les Allemands et les Madgyars se sont toujours opposés à pareille conception fédéraliste de l'Etat austro-hongrois, et quand le comte Czernin dans sa récente déclaration aux journalistes parle de « sauver l'Etat », il a bien soin d'insister sur ce mot *Etat*, voulant dire que la puissance de l'Etat austro-hongrois lui tient à cœur, bien plus que l'intérêt des nationalités soumises à cet Etat.

Les Allemands d'Autriche sont foncièrement hostiles au fédéralisme qui mettrait fin à l'hégémonie que dix millions de Germains exercent sur dix-neuf millions de Slaves et de Latins.

Les Allemands de Bohême plus particulièrement sont formellement opposés au fédéralisme qui les mettrait en minorité vis-à-vis des Tchèques et rendrait à ce peuple slave la suprématie qu'il devrait exercer dans l'ancien royaume de saint Venceslas.

De même les Allemands de Styrie, de Carinthie et de Carniole n'admettront jamais le fédéralisme qui reconnaîtrait l'autonomie des Yougo-Slaves dans les provinces méridionales de la Monarchie.

« Nous haïssons et nous méprisons les Slaves d'Autriche, disait, le 16 juillet dernier, M. Ritta, président du Congrès des Allemands d'Autriche. Quant à moi, je préférerais être un sujet du roi de Prusse plutôt qu'un Autrichien si l'Autriche était gouvernée par les Slaves... Toute tentative pour reviser la Constitution et augmenter la puissance politique des Slaves aboutirait à la guerre civile!... »

Et les Madgyars sont-ils disposés à la moindre concession fédéraliste? Loin de là!

Les Madgyars qui ne sont qu'une minorité en Hongrie prétendent maintenir dans ce pays un *Etat unitaire*, c'est-à-dire un gouvernement centralisé entre leurs mains, sans égards pour les droits nationaux des Slaves et des Roumains.

Rien ne met en fureur un Madgyar comme de lui proposer la reconnaissance de droits nationaux aux Slovaques, aux Serbo-Croates ou aux Roumains. C'est un crime de haute trahison vis-à-vis de l'*Etat madgyar*, de vouloir faire cesser la servitude politique et sociale où vivent les Slaves de Hongrie, pour le plus grand profit de la race conquérante des Madgyars.

Le comte Karolyi lui-même, qui joue au démocrate, au libéral et même à l'anti-prussien, ne saurait admettre que la moindre atteinte fût portée à l'unité de l'Etat hongrois gouverné par les Madgyars.

La presse madgyare tout entière s'est déchaînée contre les Slaves d'Autriche au lendemain du jour où Tchèques, Polonais, Ruthènes et Yougo-Slaves ont proclamé au Reichsrat leur volonté d'autonomie ou d'indépendance. En de naïves et furieuses exclamations, *Az Ujsag*, journal de Tisza, crie son indignation:

« En pleine guerre, le Reichsrat donne la preuve à nos ennemis qu'en Autriche-Hongrie, les nationalités sont en majorité et que cette majorité a les mêmes buts de guerre que l'Entente. »

C'est-à-dire le démembrement de l'Autriche-Hongrie, ce qui est parfaitement exact et légitime.

A ce démembrement, la monarchie des Habsbourg pourrait échapper peut-être en adoptant franchement le fédéralisme le plus large entre ses nationalités différentes.

Mais qui ne voit pas que les Polonais de Galicie et de Silésie autrichienne n'ont aucune raison de demeurer dans un Etat autrichien, même perfectionné jusqu'à l'idéal, du moment qu'un Etat polonais indépendant se crée à leurs côtés?

Dès lors la Galicie est perdue pour les Habsbourg. Les Allemands d'Autriche s'y résignent volontiers; l'*Austellung* de la Galicie est une des revendications des Pangermanistes de Bohême, désireux de priver les Tchèques du secours des Polonais et des Ruthènes au Parlement de Vienne.

Le prince Lichnowsky, ancien ambassadeur d'Allemagne à Londres, dans un article du *Berliner Tageblatt* (29 juillet 1917), va même plus loin. Il sacrifie également la Dalmatie et fait le

compte que parmi les 19 millions d'habitants qui resteront à l'Autriche, les Allemands seront à peu près la moitié et pourront dominer plus facilement la monarchie dont ils ne manqueront pas de faire un *Etat unitaire allemand*.

Lichnowsky n'admet donc pas le fédéralisme autrichien dans lequel nous essayons ici de trouver un remède au démembrement de l'Autriche. Il ne songe qu'à renforcer la puissance allemande à Vienne par l'élimination des provinces slaves les plus excentriques.

Il rejette la Dalmatie dans le bloc yougo-slave et lie le sort de cette province à celui de la Bosnie et de la Croatie. Sur ce bloc yougo-slave riverain de l'Adriatique, les Madgyars ont affirmé déjà leurs ambitions.

Est-il possible d'admettre que cette Yougo-Slavie, dont le président du Conseil serbe Pachitch et le président des députés yougo-slaves d'Autriche-Hongrie Trumbic, viennent de déclarer solennellement l'*union* au royaume de Serbie-Montenegro, est-il possible de croire que cette Yougo-Slavie retombe après la guerre sous l'autorité destructrice des Madgyars et que l'infortunée Serbie ne trouve aucune récompense pour son héroïsme et pour ses malheurs sans précédents?

Peut-on concevoir enfin que la Roumanie, entraînée dans une lutte inégale dans les conditions tragiques que l'on sait, aux trois quarts conquise par l'ennemi, ne mérite pas de compensations dans les pays roumains de Transylvanie?

L'Entente est foncièrement intéressée au démembrement de l'Autriche; il faut le dire sans forfanterie et sans vaines menaces; mais il ne faut pas craindre de l'affirmer comme l'un des buts logiques et équitables de cette guerre.

L'Autriche le sait bien, et l'inquiétude que lui inspire ce démembrement démontre qu'elle en comprend la vraisemblance et même la légitimité.

Elle pense à se transformer. Mais ses derniers efforts démontrent son incapacité à le faire.

Madgyars de Hongrie, Allemands d'Autriche, Pangermanistes d'Allemagne sont résolument hostiles à la transformation de l'Autriche-Hongrie.

Il n'y a que la force qui puisse avoir raison de l'orgueil des Madgyars et des Allemands, et détruire la profitable domination que ces deux peuples se sont arrogée sur les nationalités d'Autriche-Hongrie.

GEORGES BIENALMÉ.

NOS BRAVES

Góra François, Sergent au 351^e d'infanterie, C^{te} de Mitailleurs N° 5, volontaire polonais, vient d'obtenir sa troisième citation à l'Ordre du Régiment:

« Sous-officier très brave; le 22 avril 1917, a donné une fois de plus l'exemple d'un courage et d'un sang-froid remarquables en restant à son poste quoique intoxiqué sérieusement. Blessé cinq fois. Déjà cité deux fois. » (Ordre du Régiment N° 430.)

PROTESTATION

La colonie polonaise de Genève, réunie en meeting de protestation contre l'arrestation de *Joseph Pilsudski*, chef de la Légion polonaise, a voté les résolutions suivantes :

Les Polonais des trois Polognes réunis le 27 juillet, dans la salle des sociétés polonaises de Genève :

1. Protestent avec véhémence contre les violences de la Prusse dirigées contre la liberté civique et nationale des Polonais, ainsi que contre les répressions collectives exercées ces temps derniers en Pologne ;

2. Expriment leur plus grande indignation devant le fait de l'arrestation de *Joseph Pilsudski*, créateur des Légions polonaises, héros national, représentant des plus hautes aspirations polonaises ;

3. S'unissent à ceux qui ont entrepris en Pologne la lutte pour la liberté de la pensée nationale et l'indépendance de la Patrie indivisible ;

4. Expriment l'opinion qu'une diète polonaise élue par toute la masse du peuple peut seule décider du futur régime de la Pologne et que seulement du sein de cette Constituante peut surgir un gouvernement national.

Cette résolution a été adoptée presque à l'unanimité par des voix de conservateurs, modérés et socialistes à l'exception de cinq socialistes-extrémistes qui ont présenté une protestation plus générale.

Au cours de ce meeting de protestation ont pris parole MM. René Claparède, Edmond Privat et Prof. Laskowski.

PÈRE ET FILS

(A propos d'un livre nouveau de *Henri Welschinger*) (1).

L'auteur célèbre de *Bismarck*, de *Sainte Odile*, de *La Guerre de 1870*, est trop connu et aimé par le grand public européen pour qu'il soit nécessaire de répéter que chaque nouveau livre de lui est un événement dans le monde qui se passionne pour les sujets historiques.

Cette fois sa plume brillante s'attache à un sujet particulièrement intéressant. Elle retrace dans leur intimité les événements de l'existence tragique de l'Empereur Frédéric III dit le Noble, père de l'Empereur Guillaume II, dont le surnom sera inspiré sans doute par la folie criminelle de la guerre actuelle.

Avec un sentiment d'incomparable finesse artistique, M. Welschinger nous parle des traits nobles, simples, bons et sages du caractère du Père, d'où par la force des choses une lumière jaillit sur le caractère du Fils.

Comme cela semble loin aujourd'hui, cet intervalle lumineux de l'histoire allemande où pendant quatre-vingt-dix-neuf jours une pensée éclairée,

un cœur généreux semblaient s'unir pour ennobler les destinées de l'Empire ! A nous tous qui connaissons l'histoire de l'Allemagne moderne comme la cristallisation de plus en plus formidable de la force primant le droit, il est presque impossible d'imaginer que pourtant il n'y a pas si longtemps, en 1888, la loi la plus largement humanitaire était sur le point de devenir la base de son avenir. Nous avons trop appris depuis que pour retrouver ce caractère humain dans le pays du « surhomme » il faut remonter jusqu'à l'époque romantique et jusque dans le domaine de la poésie... Et voici qu'on nous rappelle que c'est à la veille du règne de terreur qui a provoqué cette guerre qu'un homme supérieur voulait humaniser l'Allemagne, contre son passé, incarné en Bismarck, contre son avenir, incarné déjà en son fils, le Prince héritier Guillaume... On dirait, — tel est l'enchaînement tragique des événements, — qu'il en est mort, cet Empereur symbole, ce Frédéric le Noble qui ne put exercer la noblesse de son caractère sur l'Allemagne que pendant un trimestre à peine... Dans l'ombre de son Empire éphémère, à côté de son beau visage transfiguré par la souffrance, une autre vision s'illumine et passe, celle de sa femme, la Princesse Victoria, mère de Guillaume... celle que la haine de Bismarck a frappée dans toutes ses affections, vouant jusqu'à sa mémoire, mémoire de « l'Anglaise », à la haine du pangermanisme déchaîné.

Figure d'un Empereur moribond résigné mais désirant jusqu'au moment suprême l'élévation morale de son pays ; figure d'une princesse, de cette libre et fière Angleterre qui semble à chaque geste apprendre la liberté et la dignité au peuple qui ne les a jamais connues ; figure sinistre de ce jeune héritier où la dignité de la mère devient de l'orgueil et la sagesse du père, de la ruse ; figure du majordome qui a vu à nu les trois Empereurs et qui en garde les sentiments d'un valet qui hait ses maîtres ; figure de la foule de ces morticoles louches, cupides, autour de ce trône qui se transforme peut-être sous leur travail, en cercueil.

Quel sujet, quel tableau pour une plume aussi vibrante, aussi autorisée que celle de M. Welschinger. Et quel parti il sait, tirer de cet épisode Shakspearien où les noms anglais de la femme, de l'Empereur et du grand chirurgien Sir Morel Mackenzie semblent encore ajouter de la couleur locale à ce drame.

Le livre magistral de M. Welschinger apporte à côté de la biographie de Frédéric III deux annexes fort intéressantes. La première contient la traduction du *Journal intime* du Prince héritier *Frédéric de Prusse* qui embrasse la période de 1870-1871 et qui en donne des détails inédits ; la deuxième contient l'historique du célèbre procès intenté par Bismarck contre Gelfeken qui a publié le journal du Prince héritier, où Bismarck et sa politique ne sont pas ménagés.

Nous, répétons encore une fois que le dernier livre de M. Welschinger arrive très à son heure pour rappeler même aux Allemands que la politique de Guillaume II et sa personnalité sont loin d'être l'incarnation de l'intérêt réel de la nation allemande.

Sur le champ de bataille de Koeniggratz (1866) le Prince Frédéric a écrit ces mots prophétiques : « La guerre est quelque chose d'effroyable et celui qui la provoque d'un trait de plume sur la table verte de son cabinet, ne sait pas, hélas, ce qu'il provoque ! »

Pour son fils, Guillaume II, ce trait de plume ne provoque-t-il pas, quoi qu'il arrive, le commencement de la fin, le jugement et l'écroulement de l'œuvre de sa dynastie ?

INSTRUCTION

sur la nomination et l'avancement des officiers

DANS L'ARMÉE POLONAISE

ARTICLE PREMIER. — La Hiérarchie dans l'Armée polonaise est celle adoptée dans l'Armée française.

Les Officiers de l'Armée polonaise seront recrutés :

1° Parmi les Polonais et les Français d'origine polonaise actuellement liés au service de l'Armée française ou l'une des Armées alliées, ayant l'état, l'assimilation ou la correspondance du grade d'Officier, ou susceptibles de l'acquérir.

2° Parmi les Polonais non liés au service dans l'Armée française ou l'une des Armées alliées.

3° Ultérieurement parmi les hommes de troupe de l'Armée polonaise.

ART. 2. — Il n'existe dans l'Armée polonaise que des grades à titre temporaire, et l'avancement y est conféré dans des conditions identiques à celles prévues pour l'avancement à titre temporaire dans l'Armée française, par la réglementation en vigueur. L'avancement dans l'Armée polonaise est complètement indépendant de l'avancement dans l'Armée d'origine.

Les nominations à titre temporaire, pour tous les grades, sont faites par le Ministre de la Guerre, sur proposition du Général Chef de la Mission Militaire Franco-Polonaise.

Le Ministre de la Guerre peut, par des décisions individuelles spéciales, faire cesser l'effet des nominations à titre temporaire, sur rapport motivé du Général Chef de la Mission Militaire Franco-Polonaise.

ART. 3. — Lorsque l'Armée polonaise sera, en tout ou partie, dans la zone des armées, le Général Commandant l'Armée Polonaise ou, à son défaut, l'Officier Commandant les troupes polonaises aux Armées, prononcera les mutations nécessaires pour pourvoir provisoirement aux emplois vacants et portera sans délai les désignations ainsi faites à la connaissance du Général Chef de la Mission Militaire Franco-Polonaise en adressant, par son intermédiaire, au Ministre de la Guerre des propositions de nomination à titre temporaire.

ART. 4. — Les services dans l'Armée polonaise sont équivalents aux services dans l'Armée française.

Le personnel provenant de l'Armée française sera donc considéré comme continuant à y servir, et y concourra pour l'avancement à titre définitif, les récompenses de toute nature et les pensions, dans les mêmes conditions que précédemment ; le mode de proposition fera l'objet d'instructions ultérieures.

B. P.

(1) *L'Empereur Frédéric III (1831-1888)*, par H. Welschinger, de l'Institut. Librairie F. Alcan, Paris.

Sous réserve des dispositions qui seront adoptées par les puissances alliées, le personnel provenant des Armées alliées aura la faculté, à la fin de son service dans l'Armée polonaise, d'entrer dans l'Armée française au titre étranger, avec un grade au moins égal à celui qu'il possédait dans son armée d'origine; et une ancienneté de service égale à celle acquise dans l'Armée polonaise.

Le Ministre de la Guerre,
PAINLEVÉ.

Une protestation catégorique du Club des Partis

contre la politique du Conseil d'Etat provisoire.

Dans un de nos derniers bulletins nous avons qualifié d'usurpation la proclamation dans laquelle le Conseil d'Etat provisoire de Varsovie, à l'encontre de l'opinion publique en Pologne et contrairement même à sa propre manière d'agir jusqu'à présent, s'est appelé « gouvernement politique », « ayant seul qualité pour préciser l'attitude de la nation polonaise ». Dans cette même proclamation, comme il convient de le rappeler, le Conseil d'Etat provisoire a déclaré que la Légion polonaise « ne peut être employée que pour défendre la cause de la patrie, et qu'avec son consentement »; en même temps il a « refusé à quiconque, à l'étranger, en dehors des frontières de la Pologne, le droit de disposer du sang polonais », ce qui était dirigé contre la création d'une armée polonaise en Russie et en France.

En réponse à cette proclamation du Conseil d'Etat provisoire comme en général aux derniers actes politiques de ce corps et plus particulièrement à son attitude dans l'affaire de la Légion, le Club politique des Partis vient de publier une déclaration dont le « *Głos Narodu* » (La voix de la nation) de Cracovie publie les principaux extraits. Cette déclaration constate que « dans les derniers temps, et par une série d'actes politiques, le Conseil d'Etat provisoire a troublé au plus haut point l'opinion des masses les plus larges de la population. L'affaire du serment de la Légion est connue. Le texte de ce serment ainsi que les moyens d'exécution ont amplement prouvé que les opinions du Conseil d'Etat provisoire sont en opposition avec celles de la totalité de la nation et qu'il n'est même pas conscient de ce qui se passe dans son entourage le plus proche ».

Le Club politique des Partis constate ensuite que derrière le Conseil d'Etat provisoire et les quelques journaux à lui affiliés il n'y a « qu'un seul parti ». Il déclare que l'attitude de ces journaux dans l'affaire de l'arrestation de Pilsudski « mérite d'être condamnée » et il repousse les énonciations du Conseil d'Etat provisoire par lesquelles ce dernier s'approprie sans fondement une autorité qu'il ne possède pas et qu'il ne peut posséder ni au point de vue légal, ni au point de vue moral », à savoir l'autorité d'un gouvernement d'Etat. La déclaration du Club politique des Partis se termine ainsi :

« Le Conseil d'Etat provisoire et ses rares adhérents s'efforcent d'exploiter à leur profit la tendance qui pousse la nation tout entière à réaliser l'Etat polonais — par voie de nationalisation des organes d'Etat tels que les tribunaux, les écoles, etc. — et expliquent ce désir naturel comme étant l'expression du consentement du pays à la ligne politique du Conseil d'Etat provisoire; par ce moyen, ils tendent à provoquer une scission entre ceux qui désirent prendre part à cette réalisation. Contre cette activité tendancieuse du

Conseil d'Etat provisoire, laquelle ne compte pas avec l'opinion du pays, nous élevons une protestation catégorique d'autant plus indispensable que l'œuvre du Conseil d'Etat provisoire divise la nation au lieu de l'unir et qu'elle énerve jusqu'aux dernières limites la population accablée par la guerre. »

Kopernik et la Pologne

La Revue mensuelle « *L'Astronomie* », paraissant sous la direction de l'illustre savant et grand ami de la Pologne, M. Camille Flammarion, publie dans son numéro d'avril un très intéressant article sur « *Kopernik et la Pologne* ».

Nous reproduisons ici cet article que nous avons lu avec d'autant plus de plaisir, que nous comptons prochainement consacrer un numéro de « *Polonia* » à Kopernik :

Au moment où la reconstitution de la Pologne semble se préparer par les événements militaires auxquels nous assistons depuis bientôt trois ans, au milieu des drames les plus atroces que l'espèce humaine ait jamais subis, nous réparons un retard apporté dans la publication annoncée à la séance de février 1916 (p. 84). Il s'agit d'un souvenir vénérable au réformateur du système du monde. On a vu, en effet, au procès-verbal de cette séance, que M. Flammarion a signalé une intéressante lithographie du siècle dernier représentant la maison natale de Kopernik, à Thorn. Nous mettons aujourd'hui cette figure sous les yeux de nos lecteurs. Ce petit tableau rappelle la visite de Napoléon à la patrie de l'immortel astronome polonais.

Les Allemands ont eu l'impudence de s'approprier ce grand homme, parce qu'ils ont volé son pays. C'est comme s'ils appelaient Allemands les hommes nés à Strasbourg avant 1871 (et même, depuis, on ne peut les appeler qu'Alsaciens). Nous ne saurions mieux faire que de reproduire ici une page du petit livre sur *Copernic et le système du monde*, écrit par Flammarion, dans lequel il protestait avec son indépendance habituelle contre cette erreur historique de source prussienne :

« Nicolas Copernic naquit à Thorn, en Pologne, le 12 février 1473, sous le règne de Casimir IV Jagellon. Son père était un honnête boulanger de la ville, membre du conseil municipal. Son grand-père était un bourgeois notable de Cracovie, originaire de Bohême, mais établi à Cracovie depuis l'an 1396. La mère de Copernic, nommée Barbe Wasselrode, était d'une ancienne famille polonaise et sœur de l'évêque de Warmie.

« Nicolas Copernic est donc Slave par ses ancêtres et Polonais par sa naissance. Presque tous ses biographes, depuis Gassendi jusqu'à notre siècle, l'appellent Allemand, et Fontenelle même le présente sous d'assez vives couleurs lorsqu'il dit à sa marquise : « Figurez-vous un Allemand nommé Copernic, qui fait main basse sur tous ces cercles et sur tous ces ciels solides qui avaient été imaginés par l'antiquité. Il détruit les uns, il met les autres en pièces. Saisi d'une noble fureur d'astronome, il prend la Terre et l'envoie bien loin du centre de l'univers, où elle s'était placée, et dans ce centre il y met le Soleil, à qui cet honneur était bien mieux dû...; et pour la punir du long repos qu'elle s'était attribué, il la charge le plus qu'il peut de tous les mouvements qu'elle donnait aux planètes et aux ciels. » Cette présentation est fort brillante; seulement, au lieu d'un Allemand, c'est un fils de l'infortunée Pologne qu'il faut admirer. C'est à tort que le roi de Bavière a fait placer Copernic parmi les illustrations allemandes dans le temple de Walhalla, près de Munich. C'est à tort surtout que les Prussiens ont revendiqué son nom, eux qui, possédant aujourd'hui ces contrées par la conquête, ont si peu respecté sa mémoire qu'ils ont laissé tomber en ruines sa demeure et son observatoire et laissé perdre tous les souvenirs qui lui avaient appartenu !

« Arago rapporte qu'en 1807, l'empereur Napoléon, en passant par Thorn désira recueillir personnellement tout ce que la tradition avait conservé sur Nicolas Copernic. Il apprit que la maison de l'illustre astronome était occupée par un tisserand. Il s'y fit conduire. Cette habitation, de très modeste apparence, se composait d'un rez-de-chaussée et de deux étages. Tout y était conservé dans l'état primitif. Le portrait du grand astronome était suspendu au-dessus du lit, dont les rideaux de serge noire dataient du vivant de Copernic; sa table, son armoire, ses deux chaises, tout le mobilier du savant était là.

« L'Empereur demanda au tisserand s'il voulait lui vendre le portrait du grand homme, qu'il aurait fait transporter au Louvre; mais l'artisan refusa, car il considérait ce portrait comme une sainte relique qui portait bonheur. L'empereur n'insista pas et respecta cette touchante vénération.

« En quittant la maison de Copernic, Napoléon se rendit à l'église Saint-Jean, visiter le tombeau de l'auteur de l'ouvrage sur les *Révolutions célestes*. Il le fit réparer avec soin, et transporter à côté du maître-autel, afin qu'il fût visible de tous les points de l'église. Ces travaux se firent aux frais de Napoléon. »

La Pologne a le droit de revendiquer ses gloires. L'histoire ne doit pas être faussée. Les margraves de Brandebourg qui, en 1637, s'adjugèrent une partie de la Pologne, achetèrent le titre d'Electeurs, et finirent par se proclamer rois de Prusse. Dans le partage inique de la Pologne, au dix-huitième siècle, Thorn devint allemande (1793). Mais le nom de l'immortel astronome ne doit pas être associé à des histoires de brigands.

A la Pologne

Trois aigles ont mordu dans ta chair pantelante,
Et leurs becs acérés ont déchiré ton corps
Ardent et beau, malgré tant de deuils et de morts,
En te laissant pour lot la douleur accablante.
Depuis, tu n'as cessé bien que toute tremblante,
Victime humiliée aux ordres des plus forts,
De lutter sans répit, en d'incessants efforts,
Pour, ton cœur délivré de l'étreinte sanglante,
Briser les liens honteux du veuvage abhorré.
Maîtrisant fièrement l'indicible souffrance,
Jamais tu n'as perdu l'apaisante espérance
D'attendre du salut le grand jour adoré
Et maintenant, après l'effroyable hécatombe,
Surgiras-tu vivante et belle de ta tombe?

BERNARD TAFT.

AGENCE POLONAISE CENTRALE A LAUSANNE

— Les Lanciers polonais sur le front russe sont un exemple de vaillance et de discipline.

Le communiqué officiel de l'état-major russe, du 25 juillet, en parlant des opérations en Galicie, a souligné la bravoure des Lanciers polonais qui « ont opposé une vive résistance à l'infanterie, chargeant par six fois l'infanterie allemande ».

Cette note honorable concerne le régiment de Lanciers formé auprès de la division polonaise de chasseurs, organisée à Kiev, sous le commandement du général Bylewski.

Le Comité National Polonais de Petrograd communique à l'Agence Polonaise Centrale de Lausanne qu'il a reçu de la part de ce régiment de Lanciers, dès avant que l'offensive russe du début du mois de juillet ne fût commencée, une dépêche contenant la résolution votée par l'assemblée générale de ce régiment dans les termes suivants :

« Le régiment, réuni au grand complet, fidèle aux paroles du serment par lequel il a juré de combattre pour la patrie jusqu'à la dernière goutte de son sang, et se rendant entièrement compte que le salut de la Pologne exige qu'elle se place aux côtés des Alliés, affirme à l'unanimité qu'il est prêt, comme auparavant, à remplir tous les ordres militaires et autres des autorités respectives et à sceller de son sang sa ferme décision et sa fidélité au serment. »

— Effervescence dans toute la Pologne à cause de l'arrestation de Pilsudski.

Dans une communication adressée au Conseil d'Etat provisoire, le général-gouverneur von Beseler a donné les motifs suivants de l'arrestation du général Pilsudski, ex-commandant de la Légion : 1° Pilsudski était l'âme et le chef spirituel de l'opposition de la population polonaise contre l'Allemagne; 2° Son activité et, en particulier, celle de l'Organisation Militaire Polonaise agissant sous son influence était dangereuse pour l'armée allemande; 3° Pilsudski n'a pas décliné l'offre de commander l'armée polonaise en Russie.

Le Conseil d'Etat provisoire, voyant l'efferves-

cence qui règne dans la population, a répondu à cet écrit en prenant la défense de Pilsudski. Il constate que « les mesures répressives employées contre les symptômes d'énervement politiques n'atteindront pas le résultat désiré : elles ne feront, au contraire, que contribuer à accroître l'amertume et à compliquer la situation ».

Une grande surexcitation règne dans tout le pays et surtout à Varsovie, à cause de l'arrestation de Pilsudski et de ses compagnons d'armes et d'opinions. La disposition des esprits, remplis de haine envers l'Allemagne, a atteint dans toutes les classes de la population un relief presque dramatique. Des manifestations hostiles ont eu lieu à Varsovie devant le bâtiment du Conseil d'Etat provisoire et devant les rédactions de trois journaux qui, à l'encontre de l'ensemble de la presse polonaise, sont rédigés dans un esprit de conciliation à l'égard des autorités allemandes.

On avait préparé pour le 24 juillet, au sein du Conseil municipal de Varsovie, une démonstration contre l'arrestation de Pilsudski. M. von Glasenapp, président de la police allemande, a envoyé au président du Conseil municipal, avant l'ouverture de la séance, une lettre déniait à ce Conseil, en tant que corps apolitique, le droit de discuter cette affaire. Il a invité le président à ôter la parole à quiconque voudrait parler sur ce sujet ou proposer des résolutions tendant à honorer Pilsudski, et il a rendu d'avance le président responsable pour toute dérogation de ce genre.

Au reçu de cette lettre, l'assemblée des chefs des différents groupements politiques du Conseil municipal s'est réunie en séance et a décidé de réagir de la façon suivante : le vice-président, Dr Zawadzki, lirait la lettre de M. von Glasenapp, après quoi la séance serait close. Et il en a été ainsi. A peine le Dr Zawadzki avait-il terminé la lecture de la lettre que des cris de « Vive Pilsudski ! » s'élevèrent répétés plusieurs fois par le nombreux public des tribunes.

L'arrestation de Pilsudski a eu un écho vibrant non seulement dans le Royaume, mais aussi en Pologne prussienne et en Galicie. Le Club polonais de Vienne a fait auprès du Dr Seidler, Président du Conseil, une démarche tendant à intervenir auprès des autorités allemandes pour la libération de Pilsudski. Le Dr Seidler a promis de conférer à ce sujet avec le ministre des Affaires Etrangères, comte Czernin.

En ce qui concerne les légionnaires qui, ayant refusé de prêter serment sur une formule contenant la promesse de conserver la fraternité d'armes avec les armées de l'Allemagne, de l'Autriche et de leurs alliés, ont été internés dans le camp de Szczypiorna où, soit dit entre parenthèses, se trouvent des prisonniers français et anglais, les autorités allemandes ont résolu de céder, voyant l'accroissement de l'effervescence dans tout le pays. Elles se sont déclarées prêtes à libérer les internés sous la condition qu'on leur assurerait du travail ou l'entretien dans leurs familles. Il va sans dire que la population remplira cette condition avec le plus grand zèle.

Il convient enfin de mentionner que, selon les plus récentes nouvelles, sur 6.000 légionnaires du Royaume, le nombre de ceux qui ont prêté le serment n'atteint même pas 15 0/0.

— Déclaration du Club parlementaire polonais au Reichstag.

Au cours de la discussion qui a suivi le premier discours du chancelier Michaëlis, a pris la parole M. Ladislas Seyda, vice-président du Club polonais, et au nom de celui-ci a fait la déclaration suivante :

« Messieurs, le groupe polonais à plusieurs reprises a déjà exposé son attitude en ce qui concerne la guerre et la paix. A la séance du 1^{er} mars, notamment, du haut de cette tribune, ainsi qu'en font foi les comptes rendus sténographiques, nous avons déclaré ce qui suit :

« Nous, Polonais qui, malgré le démembrement de notre Etat, n'avons nullement perdu le sentiment de notre *unité nationale*, qui avons toujours défendu le principe qu'il appartient *aux nations elles-mêmes de décider seules de leur propre sort*, protestons contre ce qu'à la fin de la guerre des nations entières soient, par voie d'annexion, *incorporées à d'autres Etats*. Et nous avons le ferme espoir qu'en dépit de toutes

les haines que la guerre a amoncelées parmi les nations, l'humanité, à travers les fleuves de sang, s'élèvera à la conviction qu'aucune nation n'a le droit d'en opprimer une autre, que pour toute nation, au contraire, c'est un droit naturel de pouvoir se développer librement. Lorsque toutes les nations seront convaincues de cette vérité, régnera une véritable paix durable, pour le bien et le bonheur de l'humanité tout entière. »

Après avoir au nom du Club polonais confirmé dans toute sa plénitude sa déclaration du 1^{er} mars, l'orateur constate que les visées pacifiques de la résolution, présentée par la majorité, ont la sympathie des Polonais. Néanmoins, cette résolution ne répondant pas aux principes formulés dans leur déclaration, ceux-ci ont décidé de ne pas prendre part au vote.

— Il est interdit aux banques polonaises de Poznań (Posen) d'étendre leur activité au Royaume de Pologne.

A la fin de l'hiver dernier, la presse allemande soulignait l'importance économique des territoires polonais occupés pour l'industrie et le commerce allemands et elle notait avec joie les faits marquants de « l'expansion vers l'est » des banques berlinoises. Il est inutile d'ajouter que les autorités d'occupation emploient tous les moyens pour faciliter et accélérer la conquête de ce nouveau marché. Cette conquête devient d'autant plus simple que les autorités elles-mêmes désorganisent l'industrie et le commerce polonais en confisquant les matières premières, en démontant les machines et les agencements des fabriques, en monopolisant le commerce des objets de première nécessité, etc.

Dans cette politique des autorités allemandes vient de se produire un fait nouveau bien caractéristique : Deux banques polonaises de Poznań (Posen), la Banque de l'Union des coopératives et la Banque de Commerce ont demandé aux autorités l'autorisation d'étendre leur activité au territoire de l'occupation allemande. Cette demande — comme l'annonce le « Lokal Anzeiger » de Berlin — a été rejetée par les autorités allemandes de Varsovie.

— Le Général Von Beseler au Conseil d'Etat provisoire au sujet de l'arrestation du Général Pilsudski.

Le « Naprzod » (En avant) de Gracovie publie le texte intégral de la communication que le général-gouverneur von Beseler a adressée au Conseil d'Etat provisoire au sujet de l'arrestation du général Pilsudski. En voici la teneur :

« Selon les informations parvenues au Gouvernement-Général, l'attitude de l'Organisation Militaire Polonaise est devenue une menace pour la tranquillité du pays et la sécurité militaire de l'arrière des armées des Etats alliés.

« Au début du mois de juin, la direction de l'Organisation Militaire Polonaise a distribué à ses sections une instruction en vertu de laquelle elle modifie sa conduite jusqu'à présent tout ouverte à l'égard des autorités d'occupation et son attitude d'expectative pleinement confiante envers le Conseil d'Etat, pour assumer le caractère d'un complot souterrain très étendu. Des preuves nombreuses existent qui confirment que cet ordre sera rempli. Un tel état de choses ne peut être toléré.

« Attendu que les intérêts essentiels du pays sont en jeu et vu l'importance du danger, on a considéré comme indispensable de prendre des mesures efficaces capables de garantir le pays fortement éprouvé (hart mitgenommen) contre les graves conséquences de troubles intérieurs.

« L'ancien membre du Conseil d'Etat Pilsudski est notoirement le chef moral de l'Organisation Militaire Polonaise. Autant qu'il est permis de le supposer, l'ancien colonel de la Légion Sosnkowski, son remplaçant en cas d'absence, employé du Département Militaire du Conseil d'Etat, est un de ses principaux collaborateurs.

« Vu ces circonstances, la nécessité d'une action rapide exige qu'on mette immédiatement ces deux personnes dans l'impossibilité de nuire. En ce qui concerne Pilsudski on a su que dans un meeting polonais à Pétrograd il avait été désigné comme commandant des armées polonaises aux côtés de la Russie. Pilsudski n'a pas publiquement protesté contre cette nomination, ensuite de quoi la presse polonaise a exprimé son étonnement. Il faut compter avec l'éventualité d'une tentative que peut faire Pilsudski pour

gagner la Russie et prendre le commandement offert. Et cela d'autant plus que, comme on l'a déjà constaté, il s'est pourvu d'un faux sauf-conduit de voyage, afin de se faciliter le départ hors des frontières du Gouvernement-Général. Selon le rapport de service des autorités impériales et royales autrichiennes, Pilsuski a voyagé le 9 courant de Gracovie à Granica sous le couvert d'un sauf-conduit du Commandement de la Légion polonaise, portant le n° 7240 et daté du 1^{er} avril 1917. Or, selon le rapport officiel du Commandement de la Légion polonaise, celle-ci n'a pas délivré de sauf-conduit à Pilsudski et elle n'a même jamais délivré de sauf-conduit portant le n° 7240.

« En présence de cette situation, l'internement de ces deux personnes en Allemagne peut être considéré comme une mesure efficace. Cette mesure a été prise en vertu du par. 18, alin. 2 du décret impérial du 20 décembre 1899. »

— On interne les légionnaires qui ont refusé de prêter serment.

Comme nous l'avons annoncé, le Conseil d'Etat provisoire de Varsovie, qui représente une infime minorité des Polonais du Royaume de Pologne, avait invité les légionnaires à prêter serment à la patrie, à son futur roi, et en même temps à jurer de conserver la fraternité d'armes avec les Empires centraux et leurs alliés. Or, en conformité avec l'opinion de la presque totalité de la nation polonaise, une violente opposition contre cette formule s'est manifestée parmi les légionnaires. Nombre d'entre eux ont refusé catégoriquement de prêter serment. Ils ont été immédiatement licenciés et internés à Modlin ou dans un camp sur la frontière occidentale du Royaume. La prestation solennelle du serment sur les glacis de la citadelle de Varsovie n'a pas eu lieu ; on a dû se borner à assermenter les autres légionnaires dans les casernes.

Le Club politique des Partis, organisation des partis de la majorité, conjointement avec la gauche qui vient de rompre avec le Conseil d'Etat provisoire, a tenu une réunion à l'effet de venir en aide aux légionnaires internés. Le Club parlementaire polonais de Vienne, d'après le « Naprzod » de Gracovie, a aussi résolu d'intervenir dans cette affaire.

JOSEPH PIŁSUDZKI ET SES LÉGIONS POLONAISES

I

Quel est cet homme étrange dont le nom se trouve aujourd'hui sur toutes les lèvres ? Il faut comprendre la situation complexe de la Pologne pour bien pouvoir apprécier l'action patriotique de Pilsudski, pour voir la lumineuse silhouette de ce grand Polonais qui se dresse, seul d'abord, levant le drapeau de l'indépendance et voulant à tout prix organiser une force militaire polonaise.

Pilsudski est né en 1867 d'une vieille famille samogitienne (Żmudz), et fut élevé dans une atmosphère du plus pur patriotisme polonais. Il fit ses études en Pologne russe, à Wilno. En 1885, nous le trouvons à l'Université de Kharkov, d'où on le chassa d'ailleurs bientôt pour une conspiration libertaire. Il revient à Wilno et devient bientôt l'âme du parti socialiste naissant. En 1887, il est condamné à cinq ans de déportation en Sibirie orientale. Aussitôt de retour, il recommence son activité. Il s'installe à Lodz, grande ville manufacturière polonaise, où il loue un appartement de quatre chambres et y habite avec sa femme comme un simple bourgeois. C'est là, qu'en 1894 il fit paraître le premier numéro de « Robotnik » (l'Ouvrier), journal socialiste clandestin, par lequel Pilsudski voulait allumer dans les cœurs des milliers de travailleurs polonais une conscience nouvelle, une orientation politique qui grouperait les esprits, endormis sous le joug

du tsarisme. La police russe rechercha son journal, activement pendant plusieurs années. Mais Pilsudski, connu dans son parti à Lodz sous le pseudonyme de « Victor », était très prudent. Il était tout à la fois directeur, rédacteur, gérant et même typographe de son journal. Ce n'est qu'en 1900, que par hasard, au moment d'une perquisition dans l'appartement privé de Pilsudski, la police découvrit l'imprimerie de « Robotnik », qui se trouvait cachée dans un placard.

Pilsudski fut de nouveau emprisonné, et le chef de gendarmerie de la ville, un nommé Gnoinsky, fut comblé de décorations et monta vite en grade à la suite de cet exploit.

Pilsudski était enfermé à la citadelle de Varsovie. Ses amis firent plusieurs tentatives pour le délivrer, mais les Russes gardaient bien cet homme si dangereux pour eux. Pilsudski simula alors la folie. Les autorités russes le crurent, mais, craignant l'évasion du captif, au lieu de le mettre à l'hôpital d'aliénés de Tworki près de Varsovie, on expédia Pilsudski à l'hôpital militaire Saint-Nicolas à Pétersbourg. Un membre du parti socialiste polonais, le jeune médecin Bronislas Mazurkiewicz, réussit pourtant à s'engager dans cet hôpital comme interne. Un jour le Dr Mazurkiewicz appela Pilsudski dans son cabinet pour l'examiner. Comme l'examen se prolongeait démesurément, les gardiens pénétrèrent par force dans le cabinet, mais à leur stupéfaction ils le trouvèrent vide. Le docteur et le malade avaient disparu.

Pilsudski était donc libre. Cette fois il passe à l'étranger et s'installe à Cracovie, en Pologne autrichienne. Là, il décide de substituer aux rêves de l'indépendance de la Pologne, une action fertile en résultats pratiques.

Pilsudski comprenait que, pour ressusciter la Patrie, il faut une armée. Il souffrait en voyant que depuis 1863 le souvenir de notre passé guerrier s'effaçait de plus en plus, s'évanouissait peu à peu dans le néant. Certes, l'idée de l'indépendance couvait sous les cendres mêmes de notre ancienne République de Pologne; elle ne pouvait périr pour cette simple raison que le fait d'un peuple de plus de vingt millions d'hommes, privé du droit de décider de son sort, est une absurdité, qui ne saurait durer toujours.

La génération de l'époque postérieure à notre dernière insurrection de 1863, inscrivait bien l'indépendance nationale dans son programme, mais ce n'était là qu'un vœu, une conception purement théorique, qui ne reposait sur aucun plan plus ou moins concret de réalisation et écartait entièrement l'idée d'une lutte armée. Pilsudski, aussitôt arrivé à Cracovie, entreprend une campagne en faveur d'une organisation militaire polonaise. Mais à ce moment le parti socialiste polonais (P. P. S.) était hostile par principe à un militarisme quelconque. Alors brisant les cadres étroits de la politique doctrinaire de son parti, Pilsudski veut agir seul, mais il ne réussit pas. Et ce fut cette génération, qui ne songeait pas à la possibilité de transformer l'état de choses existant par son propre effort, qui fut mise soudain en face des événements de 1904-1905.

La guerre russo-japonaise éclate. Pilsudski voit la Russie engagée dans cette affaire avec un plaisir extrême. Son idéologie patriotique lui dicte sa politique qui est bien simple : pour sauver la Patrie il faut d'abord lutter avec le tsarisme, le plus fort des occupants, celui dont le domaine est le plus étendu. Pilsudski part à Tokio et propose au Japon la création d'une armée polonaise qui harcelerait l'arrière de l'armée tsariste. Mais là, son activité est contre-balancée par celle de M. Roman Dmowski, du parti national démocrate, qui estimait cette idée irréalisable et nuisible à la cause polonaise. Il revint donc en

Pologne quand la révolution russe de 1905 éclata. Pilsudski crut que le moment était venu de soulever un mouvement insurrectionnel en Pologne. Mais là encore son action fut paralysée par les partis modérés et Pilsudski ne réussit point à donner à la révolution un caractère politique et insurrectionnel. L'histoire nous dira qui avait raison. Il nous semble pourtant qu'à cette époque une insurrection polonaise n'avait aucune chance de réussir, car l'Allemagne secrètement avait offert son appui à la Russie pour mater avec ses forces toute velléité d'indépendance en Pologne.

La politique doctrinaire du parti socialiste polonais n'a donc abouti, lors des événements de 1905, qu'à des résultats très médiocres. Au lieu de dicter leurs volontés, les socialistes se bornaient à demander des concessions. Incapables d'adopter une attitude ferme et résolue, ils ne savaient pas tirer tous les avantages voulus des difficultés au milieu desquelles se débattait à ce moment l'empire des tsars. Malgré d'immenses sacrifices consentis à la cause nationale, ce mouvement de révolte contre l'oppression ne donna que des résultats aussi modestes que vagues, dont la médiocrité remplit les âmes d'un sentiment de déception et d'humiliation. Et c'est dans l'atmosphère des réflexions provoquées par cette dernière défaite que commence à germer dans les esprits l'idée d'une préparation militaire de la société polonaise. On comprend enfin que même les revendications d'ordre social pour être entendues doivent s'appuyer sur une force armée. La pensée de Pilsudski triomphe. Grâce à sa persévérance il cueillera enfin les fruits de sa propagande.

L'initiative du mouvement militaire polonais est donnée par le Parti socialiste Polonais, qui en 1908 fonda une première société de tir. A la même époque, les démocrates nationaux créent à leur tour une organisation analogue. Il est presque inutile d'ajouter que les organisations militaires polonaises ont pris une grande extension, surtout en Galicie où elles pouvaient fonctionner librement et jouir de certains avantages communs à toutes les sociétés de tir de l'empire autrichien et accordés par l'Etat en vue de faciliter la préparation militaire des différentes provinces. Mais il ne s'en suivait point qu'elles devraient servir les desseins de l'Autriche.

(A suivre.)

CASIMIR SMOGORZEWSKI.

Les troubles de Varsovie et l'armée polonaise

La Victoire du 3 août publie cet excellent article de notre ami dévoué, M. Georges Bien-aimé :

Les relations n'ont jamais été bonnes entre la population de Varsovie et l'autorité allemande dans qui, depuis le 5 août 1915, commande dans cette ville. Ces relations deviennent tragiques, et des dizaines de personnes ont été tuées lors des derniers troubles dont la capitale de la Pologne a été le théâtre.

L'arrestation du général Pilsudski, ancien chef des légions polonaises, a été l'occasion de ces troubles.

On n'a pas oublié en France l'émotion dont fut saisie l'opinion publique, au lendemain de la proclamation de l'Etat polonais par les deux Kaisers (5 novembre 1916), à la nouvelle de la création d'une armée polonaise.

On voyait déjà 600.000 Polonais enrégimentés par des officiers boches, se battre contre la Russie tsariste; et nous ne manquons pas, stratèges sur rond-de-cuir, de déterminer avec

précision les résultats évidents de la coopération polonaise sur le front oriental.

Sur les 600.000 volontaires que la Pologne devait fournir, quelques centaines à peine se sont engagés dans la légion polonaise déjà existante, et dont le chef réputé était Pilsudski.

Mais, justement, Pilsudski venait de quitter le commandement de la légion à cause de ses dissentiments avec l'autorité allemande, et les patriotes polonais montraient d'autant moins d'empressement à s'engager dans une armée que délaissait le plus clairvoyant de ses chefs.

Neuf mois se sont passés depuis lors, et les 600.000 volontaires de l'armée polonaise sont toujours dans leurs foyers, à l'exception de ceux qui ont été emmenés en Allemagne comme un bétail, pour travailler dans les usines allemandes.

La chute du tsarisme, l'attitude amicale de la Russie vis-à-vis de la Pologne, l'hostilité sourde de l'Allemagne contre le Conseil d'Etat provisoire de Varsovie, le mensonge des promesses allemandes quant à l'organisation de l'Etat polonais et les traitements odieux infligés aux Polonais par les autorités germaniques, telles sont les raisons qui ont empêché le recrutement de l'armée polonaise.

Or, dans le même temps, la France et ses Alliés, mis à l'aise par les événements de Russie, débarrassés de cette Censure humiliante que les diplomates tsaristes exerçaient avec une audace que fort peu d'entre nous osaient braver, la France, de tout son cœur dévouée à la Pologne et aux Polonais, décida elle aussi de former une armée polonaise, où se rencontreraient, à côté des courageux et admirables volontaires polonais accourus dans nos rangs dès le premier jour de la guerre, tous les enfants de la Pologne vivant parmi les Alliés ou les neutres, et désireux de concourir à la rénovation de leur patrie.

Au moment où Pilsudski vient d'être arrêté et où la plupart des 6.000 légionnaires polonais de Varsovie refusent de prêter serment de « fraternité avec les armées d'Allemagne et d'Autriche »; au moment où le Conseil d'Etat de Varsovie se met en révolte ouverte contre les autorités germaniques et où le sang coule dans la capitale polonaise parmi les manifestants indignés des procédés allemands, une armée nationale polonaise est en formation en France, sous le commandement suprême de l'un de nos plus glorieux soldats et sous la direction d'officiers polonais ou franco-polonais qui ont combattu dans nos rangs.

Aucune manifestation, aucun acte de la France et de ses Alliés ne pouvait avoir une plus haute signification aux yeux de la Pologne. Loin de nuire à la situation déjà pénible des Polonais soumis aux Empires du Centre, la création de l'armée polonaise en France n'a fait qu'encourager la résistance des Polonais à la tyrannie germanique, comme le montrent les événements de Varsovie, et, certainement, elle n'est pas étrangère à l'attitude énergique que les députés polonais de Galicie ont prise depuis deux mois à l'égard du gouvernement autrichien.

L'unification et l'indépendance de la Pologne, réclamées par le président Wilson dès avant l'intervention américaine, proclamées par la Russie révolutionnaire et acclamées par tous les Alliés, sont dès maintenant au premier rang de nos buts de guerre; et c'est parce que les légionnaires de Varsovie l'ont compris qu'ils refusent le serment de fraternité avec l'Allemagne et se laissent interner dans les camps de prisonniers.

Les volontaires polonais se détournent des puissances germaniques dans le même temps qu'ils s'enrôlent en France sous l'égide des Alliés.

BULLETIN

• Les citations de la division marocaine.

La vaillante « division des As » a son égale en exploits glorieux. Les mêmes honneurs de la fourragère décernée aux quatre régiments ont été accordés à la division marocaine, que les Parisiens ont pu acclamer le 14 juillet dernier.

Cette division de braves comprend, en effet, le fameux Régiment de Marche de la Légion Etrangère (5 palmes et médaille militaire), le 8^e régiment de zouaves (3 palmes), le 4^e tirailleurs et le 7^e, ayant chacun deux palmes. Enfin, l'artillerie de campagne et l'artillerie de tranchée de cette division ont chacune une palme.

• La motion du parti socialiste français sur les origines de la guerre.

Invité à répondre au questionnaire formulé par la délégation hollandaise-scandinave en vue de la conférence internationale de Stockholm, le parti socialiste français a, on le sait, confié ce soin à une commission spéciale composée des membres de la commission administrative permanente et d'un certain nombre de personnalités du parti.

Le 2 août dernier la commission s'est prononcée sur la partie relative aux responsabilités de la guerre.

L'élaboration de la réponse avait été confiée à une sous-commission composée de MM. Renaudel et Edgard Milhaud, majoritaires; Longuet et Mistral, minoritaires.

Tous quatre se sont mis d'accord sur un texte rédigé par M. Pierre Renaudel, et concluant nettement à la responsabilité des gouvernements des Empires centraux.

La réponse ainsi adoptée établit deux sortes de responsabilités dans la guerre : les responsabilités générales et les responsabilités immédiates.

Dans la première catégorie, elle fait entrer :

1^o L'existence en Europe d'un certain nombre de nationalités opprimées ;

2^o Le développement des effets du capitalisme.

« Le partage de la Pologne, continue la réponse, l'annexion des provinces danoises, puis de l'Alsace-Lorraine, l'oppression des nationalités tchéco-slaves et yougo-slaves sous le sceptre des Habsbourg, les ambitions de la Russie tsariste, la domination turque sur les populations des Balkans sont les faits européens les plus saillants qui rendaient instable l'équilibre. »

Quant aux responsabilités immédiates de la guerre, les socialistes français les imputent, sans conteste, aux Empires centraux.

• Le mouvement ukrainien.

Voici quelques renseignements sur le mouvement national ukrainien.

M. Vinnitchenko, le chef du gouvernement autonome qui vient de se constituer à Kiev, est un écrivain célèbre dont les romans savoureux s'enlèvent rapidement en Russie : il a séjourné longtemps à Paris et sa verve bouillante s'exerçait dans les cafés du Quartier Latin et dans les cénacles révolutionnaires russes des Gobelins.

Membre éminent du parti social-démocrate ukrainien à tendances maximalistes, il est un champion ardent de l'indépendance de l'Ukraine et de la renaissance du peuple petit-russien.

C'est lui qui a lancé la fameuse formule : « Tous les hommes sont vos frères, sauf les Moscovites, les Polonais et les Juifs qui vous oppriment. »

Il est à noter que le peuple ukrainien est presque exclusivement paysan ; l'élément moscovite ou grand-russe représente en Ukraine la domination politique, l'élément polonais la grande propriété foncière, et l'élément juif le commerce.

Les revendications ukrainiennes sont donc intimement liées à des revendications sociales : c'est la nation tout entière qui se place sur le terrain de la lutte des classes. Des événements sérieux sont à présumer si la Rada Narodowa

(Conseil National ukrainien) consent à suivre M. Vinnitchenko dans sa politique extrémiste.

• Pour les Tchèques et les Polonais en France.

La Ligue des Droits de l'Homme est intervenue auprès du Président du Conseil pour que les Tchèques et les Polonais, auxquels s'impose un statut contradictoire, ne soient pas considérés à la fois comme honorables par le Ministre de l'Intérieur qui leur accorde un permis de séjour, et comme suspects par l'autorité judiciaire, qui leur inflige le séquestre.

La Ligue a demandé, pour les Polonais et les Tchèques, des mesures unitaires, analogues à celles qui ont été prises à l'égard des Alsaciens-Lorrains.

Des commissions de triage compétentes, faisant de sérieuses enquêtes, donneraient toutes les garanties désirables.

• La fête nationale belge.

Dimanche le 21 juillet, à Versailles, dans le cadre à la fois délicieux et grandiose des jardins de Louis XIV, s'est déroulée la fête nationale belge. Ce fut une très imposante manifestation dont le souvenir restera gravé dans la mémoire de tous les Belges. C'est déjà pour la troisième fois depuis que la plus abominable des agressions a permis au peuple barbare de souiller le sol de leur patrie, que les Belges ont célébré à l'étranger l'anniversaire de la proclamation de leur indépendance. Le vaillant peuple en exil, écrasé mais non vaincu, a montré une fois de plus en cette circonstance solennelle, sa dignité dans l'adversité et son profond attachement à ses institutions. Les Polonais désirent se joindre, eux aussi, à la sympathie générale qu'on témoigne de toutes parts à la Belgique, envoient à la nation-sœur leur salut fraternel. Ils souhaitent aux Belges de fêter leur prochain 21 juillet à Bruxelles même dans leur patrie libérée de toute oppression et de la servitude!

• La Pologne et les Impériaux.

Les « Münchner Neueste Nachrichten » font des reproches ridicules aux Polonais qui, paraît-il, oublieraient leurs devoirs envers l'Allemagne (sic). Voici ce qu'écrit le journal munichois :

« La confiance que les puissances centrales ont témoignée à la Pologne qu'elles avaient délivrée de la servitude russe ne peut pas être accrue par des incidents comme l'arrestation de Pilsudski. La façon dont cet homme a oublié les devoirs qu'il avait envers l'Allemagne, n'est que trop propre à alimenter de doutes nombreux la méfiance des milieux allemands. »

• A la Sorbonne.

Le fils de la doctoresse Azéma, notre compatriote, le jeune Louis Ladislas Azéma, vient de passer à la session de juillet, à la Sorbonne, les épreuves de baccalauréat Latin-Grec et Latin-Sciences, tous deux avec la mention « Bien ».

REVUE DE LA PRESSE

Nous trouvons dans « La Croix » du 12 juillet dernier l'article suivant intitulé :

« La Pologne à l'Institut catholique » :

« M. l'abbé Georges Ambler a fait, ces temps derniers, à l'Institut catholique, sous la présidence de Mgr Baudrillart, une conférence sur « la Pologne et l'équilibre européen ».

« Mgr le recteur, après quelques mots de bienveillant accueil à l'adresse de la Pologne et de l'orateur, a fait allusion à ce qu'il avait lui-même, en 1903, recommandé aux Polonais réunis à Moutmorency, suivant leur coutume, au service célébré chaque année le 21 mai, pour leurs compatriotes morts en exil : « Ne cessez d'espérer, car l'heure viendra... », et aujourd'hui, disait-il, elle est venue cette heure, où le monde semble enfin comprendre qu'il n'y aura point de paix durable tant que la Pologne ne sera pas rétablie ; — que la restauration de la Pologne est nécessaire à l'équilibre européen.

« M. Ambler salua en la personne de Mgr Baudrillart un ami de la Pologne qui perpétuait les traditions des Gratry, Lescœur, Perraud, et qui s'était fait une place à part comme président de la Propagande catholique française à l'étranger. M. Ambler le remercia des éminents services qu'il avait rendus à la France, en des termes chaleureux, qui provoquèrent de vives acclamations.

« M. Ambler jeta ensuite les grandes lignes des origines, des légendes, de l'histoire de la Pologne. Il cita les gloires

polonaises, ses patriotes, ses savants, ses lettrés, ses poètes, démontrant tout à la fois que ce peuple méritait de vivre, parce qu'il était utile à l'humanité, que sa situation géographique l'avait toujours tenu dans l'obligation de se défendre contre les envahissements de ses voisins, que toujours il avait témoigné sa sympathie à la France, et qu'à l'heure actuelle il avait fourni à l'armée française 16 pour 100 de la population polonaise en France. Après avoir démontré la place qu'occupait en Europe la Pologne, l'erreur qu'avaient successivement renouvelée les gouvernements de l'Europe, en laissant faire et maintenir cette injustice criminelle des partages de la Pologne, il concluait, aux applaudissements de l'auditoire, en démontrant qu'il est du plus évident intérêt de la France que la Pologne soit libre et forte, et que chacun devrait considérer comme un devoir patriotique français d'y travailler par tous les moyens : presse, réunions publiques, propagande, enseignement. »

« Le Courrier Saïgonnais » (Indo-Chine), du 9 juin dernier, publie un article de notre compatriote Belakowicz intitulé : « La Joie Polonaise ». Détail curieux : cet article était déjà écrit, quand le décret de M. le Président de la République instituant l'armée polonaise fut connu à Saïgon. Nous en extrayons quelques passages :

« Libérés enfin des chaînes qui leur pesaient lourdement depuis plus d'un siècle, les Polonais pourront révéler leurs véritables sentiments : combattre les barbares aux côtés des Alliés pour la liberté de leur patrie. Le mot d'ordre : « Sus à l'ordre teutonique, sus au germanisme, sus aux Prussiens ! » passa d'une bouche à l'autre dans les vastes terres de la republica polonia antiqua.

« Mais aussitôt se posa la question : comment venir rapidement et efficacement en aide aux Alliés pour vaincre l'ennemi commun abhorré ?

« Quels seront les éléments qui composeront la nouvelle armée polonaise ? Quel sera son effectif ?

« Aux côtés des modestes bataillons de volontaires polonais, ayant déjà payé longtemps leur dette de sang à leur pays d'adoption, viendront se ranger :

« 1^o Les fils des Polonais des Etats-Unis, établis là-bas depuis plusieurs générations et comptant environ 4 millions d'habitants. Les troupes qui viendront sur le front français sont entraînées, ayant fait partie des sociétés de gymnastique « Sokół » ; elles pourront entrer en campagne dans un bref délai. Leurs contingents ne devant pas tarder d'arriver en France compteront au début environ 100.000 hommes. D'autres contingents suivront ;

« 2^o Les fils des Polonais résidant au Brésil, dans les provinces de Parana et de Rio-Grande do Sul, au nombre de 500.000 habitants ;

« 3^o Les soldats polonais combattant actuellement dans les rangs des régiments canadiens ;

« 4^o Enfin les soldats polonais compris dans les contingents russes sur le front français, au nombre de 20.000, ayant déjà reçu le baptême de feu, comme leurs frères du Canada.

« L'effectif total de l'armée polonaise qui combattrait sur le front français atteindra le chiffre de 500.000 hommes et ce chiffre ne diminuera pas ; il sera continuellement complété et se maintiendra par l'arrivée de nouveaux volontaires ayant quitté les rangs austro-allemands.

« Lorsque la proclamation du gouvernement russe aux Polonais sera connue et aura pénétré dans les campagnes les plus reculées de la Pologne, lorsque la nouvelle de la formation d'une armée polonaise autonome sur le front français parviendra aux oreilles de ce peuple si cruellement éprouvé, mais n'ayant jamais désespéré de son sort, un écho de profonde satisfaction, puis d'indescriptible enthousiasme, s'éveillera, et comme jadis au temps de Napoléon I^{er}, des légions polonaises se formeront un peu partout.

« Déjà des bruits sourds d'un mécontentement général arrivent de la Pologne russe, où le peuple, malgré les menaces de ses boureaux, ne veut plus abdiquer sa dignité nationale les libertés qui lui furent « généreusement » octroyées le 4 novembre 1916 par les puissances centrales.

« Si l'esprit enthousiaste, belliqueux des soldats polonais servant dans l'armée russe au nombre de 1 million 200.000 — tel était du moins son effectif au début des hostilités — réussit à persuader leurs frères slaves, les Russes, qu'actuellement une paix séparée avec les barbares équivaldrait au suicide et qu'une lutte à vie et à mort aux Germains est nécessaire pour pouvoir jouir des libertés tout récemment conquises, si les Polonais réussissent, dis-je, à entraîner l'armée russe à prendre l'offensive sur tout le front oriental, bientôt nous allons entendre craquer dans ses fondations la puissance prussienne, formée de rapines, entraînant dans sa chute les Austro-Hongrois, les Bulgares et les Turcs. »

Remarquons cependant que notre honorable compatriote exagère quelque peu, en évaluant l'effectif d'une armée polonaise en France à 500.000 hommes au minimum !

ZIEMIE POLSKIE

Nad Zbruczem i nad Prutem szereg os-
trych starć, z niepomysłnym dla wojsk
rosyjskich wynikiem. Czerniowce, Delatyn,
i Kutry wzięte. Atak austro-niemiecki nie
ustaje.

— Niemcy dezorganizują szkoły.

Niemiecki dyrektor tramwajów w Warszawie
dymisjonował połowę personelu nauczycielskiego
w szkole dzieci oficjalistów tramwajowych, oraz
inspektorkę i trzy nauczycielki ochronki dla tych
dzieci. Ośm innych nauczycielek podało się do
dymisji. Obie instytucje założone przez dawny
zarząd tramwajowy są zdeorganizowane.

Studenci wyższych szkół, którzy nie chcieli
opłacać czesnego w kwesurze niemieckiej, zo-
stali pomimo zdania egzaminów nawet, wykreś-
leni ze spisu studentów uniwersytetu z rozka-
zu władz niemieckich. Tych, którzy opłacili
czesne pomimo uchwały kolegów, jest tylko
nieliczna garstka.

— Na cześć ambasady amerykańskiej.

Dnia 7 lipca r. b. w mieszkaniu prezesa Komisji
Likwidacyjnej do spraw Królestwa Polskiego od-
było się przyjęcie, zgotowane na cześć obywa-
teli Stanów Zjednoczonych, członków poselstwa
amerykańskiego nad Nową.

Z Polaków zebrali się przedstawiciele insty-
tucji społecznych i duchowieństwa. Między in-
nymi byli: J. E. ks. biskup Jan Cieplak w asy-
stencji kanoników Budkiewicza i Płoskiewicza,
Stanisław ks. Lubomirski, Władysław Grabski,
Jan Mrozowski, posłowie Meysztowicz, bar. Kro-
nenberg i Bańkowski, przedstawiciele Komitetu
Demokratycznego, gen. Jacyna, gen. Osinski,
członkowie prezydium Zjazdu Wojskowych Po-
laków z Władysławem Raczkiewiczem na czele,
wreszcie reprezentanci prasy.

Członkowie ambasady amerykańskiej pp.
Francis i Root przybyli w otoczeniu kilkunastu
obywateli Stanów Zjednoczonych.

Po ich przybyciu gospodarz domu wygłosił
mowę w języku francuskim, witając w nich
przedstawicieli kraju, będącego ojczyzną istot-
nej wolności, kraju, dla którego tyle kultu mieli
Kościuszko i Pułaski. Zakończył mowca okrzy-
kiem na cześć wolności ludów, Stanów Zjedno-
czonych i prezydenta Wilsona.

Odpowiadając gospodarzowi senator Root. Mo-
wę jego przerywano częstymi oklaskami. Zwłasz-
cza ustęp, w którym mowca powiada, że Sta-
ny Zjednoczone znajdują się zawsze tam, gdzie
jest walka o wyzwolenie ludów, i drugi ustęp,
iz niema mowy o wskrzeszeniu Polski bez
zgniecenia potęgi niemieckiej.

Po ożywionej biesiadzie towarzyskiej goście
amerykańscy opuścili zebranie, dziękując za
serdeczne przyjęcie, jakiego doznali.

— Język białoruski na banknotach.

« Warschauer Zeitung » donosi za « Homa-
nam » z Wilna, że wydawane z kasy pożyczkowej
wschodniej (« Ost ») ruble, opiewające na 3, 10 i
25 rubli, będą nosiły także napis w języku biał-
oruskim.

— Za żywnością.

Wychodząca w Dąbrowie Górniczej « Gazeta
Polska » podaje następującą charakterystyczną
wiadomość:

Dwa dzieciaki: 9-letni Władzio i 11-letni Edzio
Makowscy, boso, w czarnych ubrankach, w cza-
peczkach skautowych wydali się 9 maja z domu
i do tej pory nie wrócili... Poszukuje ich zrozpa-
czona matka, która wie tylko tyle o nich, że
poszli w stronę Kielc za żywnością, tak jak cha-
dzają starsi. — Dnia 18 maja wydali się za żywno-
ścią, z domu w Gołonogu 13-letni Antoś Posocha
i ślad o nim również zaginął.

— Polacy i Ormianie.

Z Władysławem donoszą do « Gazety Pol-
skiej » w Piotrogradzie:

Okrutna wojna zbliżyła dwa narody, więcej
chyba, niż inne zniszczone i zrujnowane: or-
miański i polski. Zaraz w pierwszych dniach
wolności Ormianie władcy kaukaski przyszli do
Polaków z propozycją wspólnej pomocy wygnań-
com, znajdującym się pod opieką miejscowych
towarzystw. Utworzył się wspólny komitet, sta-
niamen którego odbyła się na korzyść wspomnia-
nych towarzystw trzydniówka, co dało, po potrące-
niu wydatków, około 8 tys. rubli. Trzeciego dnia

odbył się wielki koncert, poprzedzony kilkoma
przemówieniami. Przemawiał Ormianin Mamu-
łow, adw. przys. na temat sprawy polskiej. Nas-
tępnie wystąpił szanowany przez miejscową
kolonję ormiańską, duchowny ormiański. Akop-
Sarikjanc, podkreślając ważniejsze momenty
dziejów Polski i jej walkę o niepodległość innych
narodów; wymienił drogie naszemu sercu
imiona, poczynając od Kazimierza Wielkiego, i
zakończył okrzykiem w języku polskim, ormiań-
skim i rosyjskim: « Niech żyje wolna i niepodle-
gła Polska », poczem chór odśpiewał: « Boże
coś Polskę ».

Dr. Matuszewski przedstawił cierpienia narodu
ormiańskiego i przypomniał te węzły, jakie
łączyły w dziejach Polaków i Ormian. Mowca
wniósł na zakończenie okrzyk: « Niech żyje
niepodległa Armenia » i muzyka odegrała marsza
ormiańskiego.

Reszta koncertu przeszła nadspodziewanie
dobrze. Chór polsko-ormiański pod batutą pp.
Zukowskiego i Kacjana odśpiewał kilka pieśni
narodowych; wystawiono pod kierunkiem p.
Kacjana obraz ormiański, symbol odrodzenia
Armenji.

Polski obraz alegoryczny przedstawiał Polskę
w otoczeniu postaci historycznych.

Cały wieczór, prócz korzyści materialnych,
zbliżył wielce oba narody i utrwalił węzły przy-
jaźni.

— Nawet « Kraj » przeciw Niemcom.

Ze Sztokholmu telegrafują do « Dziennika
Polskiego »: « Kraj » poznański, organ repre-
zentujący najskrajniejszy kierunek skłonności do
ugody z Niemcami, czyni wyrzuty biurokracji
niemieckiej w Królestwie Polskiem, że unicest-
wia akt z 5 listopada przez wyraźną obstrukcję,
jaką wobec zamienienia tych aktów w czyn
stosują urzędnicy niemieccy. Wszystkie polskie
środki żywności są wywożone poza granice
Polski.

— Mazurek na czasie.

« Dziennik Polski » w Piotrogradzie otrzymuje
list z frontu « z pod Rygi », bez podpisu, w kope-
cie tylko « z armji czynnej ». A w liście tylko tyle:
Przeciw Francji dziś... « Dąbrowski »,
Przeciw Anglii, Ziemi Włoskiej,
Za Studnickiego przewodem,
Niemców w chce łączyć z narodem...

— Ratujmy dzieci.

Dr. Stefanja Tatarówna, główna nauczycielka
seminarium nauczycielskiego we Lwowie, pisze
na łamach krakowskiego « Głosu Narodu »:

« W Polsce szerzy się głód, a wśród uboższej
ludności, zwłaszcza wśród dzieci, szaleje przera-
żająca śmiertelność. Tracimy największy skarb
— ludzi. Musimy wszyscy ratować dzieci z na-
tężeniem sił najwyższem. Bo swoje dzieci ratuje
się z zaparciem siebie. Tu nie pomogą składki,
drobne ofiary, urządzanie festynów na głodnych.
Musimy sobie powiedzieć, że każdy Polak będzie
odpowiedzialny przed przyszością za każde
dziecko, które zginie z głodu i wyczerpania;
każdy, który nie uczynił tego, co było w jego
mocy. Będą odpowiedzialni ci, którzy mieli obo-
wiązek bronić przed nadużyciami, a milczeli,
ci, którym wiele było dane, a spokojnie patrzyli
na upadających z nędzy, każda kobieta, co
jeszcze potrafiła myśleć o stroju — nie mówiąc
o tych zbrodniarzach, co na nędzy ludzkiej
doszli do fortun. Będzie odpowiedzialny każdy,
kto nie zrobił ostatniego wysiłku. Bo choćby
nam została tylko ziemia i ludzie, staniemy
bogaci do budowania wolnej Ojczyzny — jeśli
ludzi zbraknie, coż nam i skarby pomogą? »

P. Tatarówna, mając przed sobą wakacje,
ofiaruje swoje usługi jako nauczycielka na wsi
wzmian za wdzięczną pomoc dla biednych dzieci.

— Nowe pisma na emigracji.

W Moskwie zaczął wychodzić nowy tygodnik
satyryczno-humorystyczny pod tytułem: « Mu-
chomor ». Redaktorem odpowiedzialnym i wyda-
wcą jest p. P. Michalski, rysownikami pp.
Bolesław i Stanisław Rydygierowie. Stoł on na
gruncie narodowo-demokratycznym (o ile sądzić
można podług dwóch pierwszych numerów) i
jest zwolennikiem armji polskiej w Rosji.
Pierwsze numery « Muchomora » są ciekawe, a
« kawały » jego są naogół udane i czasami
zjadliwe. Ponieważ od czasu zajęcia Warszawy
przez Prusaków, nasze najstarsze pismo satyrycz-
ne, « Mucha », wychodzi również w Moskwie,
możnaby przypuszczać, że « Muchomor », przez
sam tytuł swój, cel sobie wytknął. Ale dotych-

czas nie znaleźliśmy jeszcze żadnych prób pole-
miki. Przyznajemy, że polemika taka miałaby
jedną wielką zaletę: bawiłaby czytelników.

W Piotrogradzie zaś, od 1 czerwca, wychodzi
czasopismo « Powrót », które jest organem
Towarzystwa Wzajemnej Pomocy Pracowni-
ków Polskich. Pismo te wytknęło sobie cel
nader szlachetny, a mianowicie chce być pomo-
cą dla rodaków skrzywdzonych warunkami
bytowania tułaczego, dla jenców wojennych,
cywilnych i zesłańców administracyjnych. Nas-
tępnie pismo te, jak sam tytuł wskazuje, chce
zorganizować powrót mas polskich do kraju i,
w oczekiwaniu na ową chwilę błogą, zająć się
losem ziomeków naszych wśród których znaczny
procent stanowi lud roboczy, rzemieślniczy i
włościański. Redaktorem « Powrotu » jest p.
Feliks Mazurkiewicz.

NAJWIEKSI W ŚWIECIE ZBRODNIARZE

« Sokół Polski », wychodzący w Pittsbu-
gu, zamieszcza artykuł następujący:

Przed kilku miesiącami przybyła do Ameryki
pani Laura Turczynowicz, Amerykanka, żona p.
Stanisława Turczynowicza z Suwałek w Polsce.

Pani Turczynowicz zaraz po przybyciu do
Ameryki napisała w języku angielskim wspaniałe
dzieło pod tytułem « When the Prussians came
to Poland », w którym wykazuje na autentycz-
nych przykładach niesłychanie dziką i bes-
tjalną gospodarkę Niemców w Polsce.

Z mężem Stanisławem, który od początku
wojny służy jako generalny inspektor i inżynier
wydziału sanitarnego Czerwonego Krzyża przy
armji rosyjskiej, założyła pani Turczynowicz
filję Czerwonego Krzyża w Suwałkach i Łomży;
tak ona jak i jej mąż są członkami Centralnego
Komitetu Czerwonego Krzyża w Warszawie.

Pani Turczynowicz ze względu na chore dzieci
musiała pozostać w domu swego męża w
Suwałkach, zdając się na łaskę i niełaskę Prusa-
ków, którzy ją we własnym domu więzili przez
siedm miesięcy.

Będąc naocznyim świadkiem popełnianych
okrucieństw w Polsce przez samego Hindenburga
i jego podwładnych, skoro tylko dobiła brzo-
gów Ameryki, natychmiast powzięła myśl zało-
żenia Centralnego Komitetu w New-Yorku dla
odbudowania po wojnie Polski.

Do Komitetu tego należą już wybitni Amery-
kanie i Polacy.

Pani Turczynowicz objeżdża większe środo-
wiska w Ameryce, gdzie przemawia o spustosze-
niu w Polsce i zawiązuje wszędzie lokalne Ko-
mitety Odbudowy Polski składające się z Amery-
kanów i Polaków.

W ubiegłą niedzielę (8 lipca) przemawiała pani
Turczynowicz w Chicago, w sali Związku Polek.
Przemową swoją wywarła p. T. olbrzymie
wrażenie.

Wiec otworzyła prezesowa Zw. Polek, p. Anna
Neuman.

Na estradę wystąpiła pani Gozdawa Turczy-
nowicz ubrana, jako pielęgniarka Polskiego Czer-
wonego Krzyża, w siwą suknię z wielkim czer-
wonym krzyżem na piersiach, z głową okrytą
czarnym welonem, z pod którego jaśniały białe
jak śnieg włosy, dowodzące jej osobistych stras-
nych katuszy, jakie sama przeżyła. Kobieta
młoda w kwiecie wieku, o włosach 60 letniej
staruszki. Przed mową swoją pani Turczynowicz
poprosiła zebranych o odśpiewanie « Z dymem
pożarów ».

Gdy ucichły ostatnie dźwięki tego rzewnego
hymnu narodowego, rozpoczęła przedstawicielka
udręczonej Polski głosem miękkim i drżącym
nieco swą przemowę:

Oto jej wyjątki, które powtarzamy za « Dzien-
nikiem Chicagoskim ».

« Rodem jestem [Amerykanką, ale sercem i
duszą waszą... Pytacie co się dzieje w Polsce?
O! Straszne dzieją się tam rzeczy. Prosiłam was
o odśpiewanie hymnu « Z dymem Pożarów ».
Oh! Jak prawdziwe są słowa tej pieśni. Tak, w
Polsce wszystko idzie z dymem pożarów. Zgli-
sza, krwi strumienie, głód, zaraza — oto Pol-
ska. Widziałam jak Prusacy po raz pierwszy
wpadli do Polski... Widziałam jak brali Polki...
było to straszne... opisać wam tego nie mogę.
« Widziałam jak do jednego polskiego kościoła,

polskich jeńców Prusacy nabili jak śledzi, poczem ich zamknęli, i kościół obstawili wartą. Przez blisko dwa tygodnie żadnemu z jeńców nie pozwolono wychodzić, a gdy po dwu tygodniach drzwi otworzono... O, Boże! Co tam było trupów?

«Gdy Prusacy przybyli, wszystką żywność nam zabrali. Przywieźli ze sobą wielki zapas wódki. Wódkę tę sprzedawali Polakom, aby ich rozpijać i ich pieniądze do swych kieszeni pakować.»

«Gdy jedno z mych dzieci walczyło ze śmiercią (bliźnięta i córka zachorowali na tyfus) prosiłam komendanta by przysłał doktora. Dzień cały czekałam. Przyszedł doktor wieczorem, spojrzął na chłopca, powiedział mi, że umiera, a gdy udałam się do drugiego pokoju na chwilę parę, starał się on memu chłopcykowi nożyczkami końce palców odcinać. Na krzyk mój odszedł. Nie ochłonełam jeszcze należycie, a tu przychodzi kucharka i powiada: «Pan doktor zabrał Manię.».....

«Widziałam Manię cztery dni później. Jak ona wyglądała! Niepodobna była do ludzi. Chciałam ją zabrać do domu, ale jeden z oficerów powiedział mi: «Wara od niej. Ona do żołnierzy należy.»

«Żołnierze byli nieomal zawsze pijani. W rezydencji naszej miał kwaterę Hindenburg. Ha! Hindenburg. To jest najgorszy i najprostsz pijak.

«Czekam tylko na ten dzień kiedy Polska będzie wolna. Marzę jedynie o Polsce. Duszą jestem Polką. To też pragnę robić co tylko w mej mocy, aby tym nieszczęśliwzszym odemnie nieść pomoc. Powracając po skończonej wojnie do Polski — chciałabym zabrać ze sobą domki składane, meble, odzież, obuwie (tam już dawno ludzie zapomnieli co to buty), nasiona, narzędzia rolnicze i. t. p.

«Gdy Niemcy przybyli do Polski natychmiast zabronili mówić po polsku. Równocześnie rozpoczęli wyprawiać orgje na jakie dżicyby się nie zdobyli.

«Opowiem wam jaki los spotkał jedną bardzo ładną szlachciankę. Krótko przed najazdem ukończyła ona jeden z Uniwersytetów. Pewnego dnia schwytana została przez kilku oficerów niemieckich. Co ci brutalnie z nią wyrabiali nie jestem zdolną opowiedzieć; dosyć na tem, że biedna ta ofiara pod stołem zobaczyła rozbitą butelkę, przyczotnęła się do stołu i ostrzem szklą przecięła sobie żyłę szyjową, tym sposobem zapobiegając dalszemu nad sobą pastwieniu się zbrodniarzy.

«Czy myślicie, drodzy, że to tylko jedna ofiara? O, nie, nie — to jest tylko jedna z tysiąca, z dziesiątek tysięcy.

«Matki błagały Boga, aby raczył zabrać ich dzieci. Walczyłam ile mi sił starczyło, by dzieci moje ocalić, lecz i ja w końcu zwątpiłam, i prosiłam Boga o zesłanie anioła śmierci.

«Najpierw Niemcy chcieli wygubić ludność polską głodem i chorobami.

«Gdy jednak tyfus zaczął grasować wśród żołnierzy, wtedy z konieczności musiano się starać o usunięcie go z pośród ludności.

«Potworzono też stacje szczepienia serum przeciwtyfusowego. Jedną z takich stacji była tuż przy moim domu.

«Patrzyłam więc jak biedny lud spędzono gromadnie w jedną linię starszych i młodszych i bez względu na płeć obnażono wszystkich do połowy. Ponieważ był to dzień lipcowy, płomienie żaru szły z nieba, a że przy masowem szczepieniu praca postępuje wolno, przeto niejedna ze słabszych osób, stojąc godzinami całami bez ruchu padała i konała z głodu i wycieńczenia. Chorego lub trupa żołnierz tylko kopnął, odrzucając butem na bok i więcej się o niego nie troszczono.

«Jedno słowo, jeden ruch, jeden okrzyk bólu lub skargi, to śmierć.

«Tak się stało z 60 letnią staruszką, bogatą przedtem obywatelką, należącą do wybitnych sfer tamtejszych.

«Stała ona w szeregu jak nędzarka, jak wszyscy obnażona do pasa.

«Dla większego znęcania się nad ludem doktorzy niemieccy szczepili kobiety w pierś, wbijając w nią długą igłę z serum antytyfoidalnem.

«Operacja taka jest nadzwyczaj bolesna, to też staruszka lekko krzyknęła. Wystarczyło do dla hjeny doktora, stojącego z rewolwerem w ręku obok, aby ręką jego rewolwera tak ją mocno uderzyć w twarz, że biedaczka padła na ziemię bez zmysłów.

«Widziałam tę twarz później — mówiła p. Turczynowicz — zupełnie zdeformowaną. Wszyst-

kich dziwiło że przeżyła ten cios lekarza zbroja.»

Tak mniej więcej przemawiała pani Turczynowicz, prosząc o zorganizowanie Komitetu Odbudowy Polski po wojnie. Mowa jej, obrazowana żywymi i autentycznymi przykładami zbrodni pruskich, wywoływała co chwila głośnie szlochanie kobiet. Mężczyźni zaprzysięgali krwawą zemstę.

Wrażenie jakie wywołała mowa tej szlachetnej Amerykanki-Polki tak charakteryzuje «Dziennik Narodowy»:

«Przemawiała pani Turczynowicz nie tylko rozpacz swych własnych dzieci, ale rozpacz całej Polski. Była uosobieniem jej niedoli, jej bólu i gwałtu. Widziałeś też powszechne na sali w oczach kobiet łzy, które napróżno starano się tamować, a w oczach mężczyzn płomienie pragnień zemsty tej samej, o której mówił nasz wieszcz Mickiewicz, że z Bogiem lub mimo Boga!

«Postać nadzwyczaj sympatyczna. Ubrana w strój polskiego Czerwonego Krzyża z czarnym welonem, przykrywającym jak mleko białe włosy, świadczące najlepiej o tragedjach strasznych, jakie przejść musiała, od razu ujęła serca zgromadzonych. Każdy czuł i rozumiał, że nie po czezy poklask ona przyszła, ale aby ratować jeszcze w Polsce to, co uratować można. Przybyła ona jako widomy znak katuszy okropnych, jakie przechodzi Polska, i jako jej rzecznik wobec swoich i obcych. Od pierwszej też chwili, aż do wzruszającego momentu pożegnania, była ona dla półtora blisko tysiąca zgromadzonych zwiastowaniem niejako tej Polski, która na śmierć będąc skazana, w krwi i łzach tonąc, przeciw potężnym głosem do narodów świata woła: Żyję i żądam sprawiedliwości. A sprawiedliwość ta będzie wymierzona — mówiła pani Turczynowicz. To co się dzisiaj dzieje, jest dopiero wstępem do tego wymiaru, który będzie tak okropnym, jak okropne są zbrodnie niemieckie.

«Pragnę — mówiła ta przedstawicielka torturowanej Polski — doczekać tej tylko chwili, kiedy tej sprawiedliwości bożej stanie się zadość, a wierzę, że nastąpi to rychło i nieuniknienie.»

O zbrodniach tych mówiła p. Turczynowicz, gdyż na własne o czy je widziała, na sobie i na własnych dzieciach ich doświadczała. Mówiła krwią katowanych, rozpaczając matek, agonij konających i gwałconych, przekleństwem ostatnie wydających technicznie pod butem pruskim. Mówiła po polsku i po angielsku. W tym drugim języku przemawiała dwukrotnie.

Jak przyjęto tą mowę, wygłoszoną w części po polsku, w części po angielsku, wystarczy gdy to tylko zaznaczymy, że zgromadzeni dwukrotnie wstali, aby w ten sposób podziękować pani Turczynowicz. Ale wyrazy czci, entuzjazmu jak wezbrana fala, szły dopiero po zakończeniu wiece, gdy zegnano szlachetną bojowniczkę za sprawę odbudowy życia narodu polskiego. Gdy przewodnicząca wieczoru pani Neumann wzmiankowała, że kto chce uściśnić rękę tej czcigodnej samarytance polskiej, może to uczynić, ku scenie ruszyła cała izba. Kilkaset osób wzruszonych do głębi, nie tylko ścisnęło, ale całowało rękę tej oświecanej z nieszczęść Amerykanki-Polce. Widzieliśmy poważnych obywateli polskich, jak na tych rękach składali serdeczny pocałunek czci i podziękę za to, co ona dla polskiego ludu zrobiła i robi. Była to chwila wielkiego wzruszenia, chwila, która najlepiej malowała jak dobrym, jak szlachetnym i jak wdzięcznym umie być ten lud polski dla tego, co jego ból oceni, uszanuje i ukoić się stara.»

W OBRONIE ŻOŁNIERZY

Wolontariusz polski, p. Henryk Rzekiecki, znajdujący się obecnie w obozie wojsk polskich w Sillé-le-Guillaume, przysłał nam uwagi następujące w odpowiedzi na nędzne kpiny pewnego polskiego pisemka, wychodzącego od dni kilkunastu w Paryżu.

«Autor wzmianki «Co to znaczy?» — pisze p. Rzekiecki — nie rozumie znaczenia słów: «albowiem spędzą przynajmniej czas jakiś w spokoju i beztróście».

«Gdyby ów szanowny autor anonimowy, zamiast swego pytania, miał odwagę wdziać mundur i pójść choćby na jeden dzień tylko do szanownej «Chemin des Dames», to otrzymałby lepszą odpowiedź na swe pytanie, niż tą, którą mu dać moge, jako że lepiej władam orężem niż piórem. Myślę, iż nie jest to tak trudno uprzy-

tomnić sobie jak bardzo cierpi żołnierz, gdy dzień i noc brodzi w błocie po kolana, gdy go praży nieustający ogień działowy, gdy dowóz żywności jest utrudniony i gdy do uchronienia się przed ciągłym deszczem, żołnierz posiada tylko swój, dawno już przemoczony, płaszcz. Czy trzeba spędzić wraz z nim niezliczone noce bez snu, aby zrozumieć, że żołnierz ten z rozkoszą spędza dni kilka, «w spokoju», i że rad jest jeśli może «przynajmniej czas jakiś w beztróście odpocząć»? Cóż w tem dziwnego?

«Mówiąc «czas jakiś», myślę naturalnie o dniach kilku, a nie wiem jak to pojmuje szanowny pan autor. Sądzę, żeśmy na ten wypoczynek sobie należycie zasłużyli. Sam byłem na «Chemin des Dames» i z radością zauważyłem, że moi towarzysze broni bynajmniej nie stracili wojowniczego ducha w tem piekle. Owszem, «wrażenia» w okopach, w porównaniu z temi jakich szanowny autor doznaje w kawiarni, są niezbyt wesołe. W każdym razie odwaga i karność wojskowa naszych żołnierzy bynajmniej na tem nie ucierpiała.

«Zresztą «spokój i beztróśka» nie znaczą bezczynność lub lenistwo. W obozowiskach naszych panuje ruch i praca przygotowawcza. Zamiast się bawić w głupią polemikę, wzmocnijmy szeregi nasze, ćwicmy się, aby jaknajprędzej dać się we znaki Niemcom.»

Z naszej strony solidaryzujemy się zupełnie z uwagami p. Rzekieckiego. Sami nie odpowiedzielibyśmy nawet pisemkowi owemu, ale ogłaszamy list powyższy, bo wiemy, że tak myślą wszyscy nasi wolontariusze.

NA WIECACH ULOTNYCH

W «Gazecie Polskiej», wychodzącej w Moskwie, znajdujemy poniższy, bardzo charakterystyczny obrazek z ostatnich rozruchów rewolucyjnych w Rosji:

Zapowiedziane na niedzielę wiece pod gołem niebem, które miały być pewnego rodzaju odpowiedzią manifestacji pietrogradzkiej, nie udały się wcale.

W najbardziej centralnych i ruchliwych punktach miasta, jak np. na placu Strastnym, zgromadziły one zaledwie po paruset słuchaczy.

Natomiast na bulwarach, w cieniistych alejach, zwłaszcza ku wieczorowi gromadziły się większe i mniejsze skupienia ludzkie, które zazwyczaj przysłuchują się sporom dwóch przygodnych antagonistów.

Tematem rozmów jest między innemi kwestja ukraińska. Przeważnie słychać głosy energicznego potępienia, występują jednak i obrońcy.

Jakiś robotnik występuje w obronie umiarkowania żądań ukraińców.

— Przecież oni nie żądają nawet tego, co jest zawarte w umowie perejaśławskiej.

— Jakiej umowie?

— A no tej, którą Ukraina zawarła z Moskwą przed trzystu laty.

— Przed trzystu laty?! To my nie chcemy dotrzymać umów, jakie zawarliśmy ze sprzymierzeńcami przed trzema laty, a wy tu nam przypominacie będziecie umowy z przed lat trzystu!...

Wobec tego argumentu ukraińiec jest bezradny.

Naogół, agitacja ukraińska na współczucie Moskwy liczyć nie może.

Najciemniejszy i najbardziej rozagitowany radykał instynktem czuje, czem grozi Wielkiej Rosji już nietyko oderwanie się Ukrainy, ale nawet — jej polityczna autonomia.

W innej grupie toczy się rozmowa o podstrzeleniu lotnika na polu Chodyńskim.

— Prawilno sdielali — dowodzi jakiś ogorzały żołnierz. Poco on tutaj lata, a na froncie to niema komu latać.

— Jakto — burzy się jakiś jegomość o wyglądzie raczej «burżuazyjnym» — więc to jest słuszne, żeby brat strzelał do brata? Ach, wy bezowiesniy czetowiek!

Z dalszej dyskusji okazuje się, że ów zwolennik podstrzeliwania lotników ma pretensję do wszystkich rodzajów broni: do lotników, artylerji, saperów, kawalerji — wszyscy oni chowają się tylko poza plecyma piechoty.

— Więc cóż, piechota ma strzelać do własnych lotników, artylerzystów, saperów, wtedy będzie dobrze? Bezowiesniy wy czetowiek!

Inni żołnierze nie podzielają zdania owego fanatyka-piechura, ale też i nie oburzają się zbyt żywo na nie.

Polemizują spokojnie.

Można być tego zdania, że należy podstrzelić lotników własnych, a można być i innego zdania. Swoboda.

Często słyszy się opinie, które stanowczo, mogą zasługiwać na skwalifikowanie jako « czarno-secinne » i « kontr-rewolucyjne ».

Któs ośmiela się dowodzić wręcz, że równości pomiędzy ludźmi nigdy nie było i nie będzie.

— Gdybyśmy cofnęli się znowu do stanu pierwotnego, zniszczyli wszelką własność, to i wówczas równości nie będzie. Gdybyśmy znowu zaczęli żyć z polowania, to i wtedy jeden będzie zręczniejszy i upoluje cośkolwiek, a inny tego nie potrafi. Staruszek, który głosi o sobie, że ma lat 70, dotychczas jednak pracuje i zarabia tylko 65 rb. miesięcznie, oburza się na nadzwyczajne żądania płacy ze strony robotników.

— Tak być nie może. Wszystko się rozlezie, jeśli każdy tylko do siebie ciągnąć będzie.

Hasła umiarkowania nie znajdują jednak chętnych słuchaczy.

— Pluń mu w gębę! — reflektuje jakiś robotnik swego towarzysza, który próbuje rzeczowej polemiki ze zwolennikiem umiarkowanych żądań ekonomicznych.

Na szczęście, ten « argument » nie znajduje zastosowania.

Hasła « bolszewickie » natychmiastowego zakończenia wojny znajdują sympatyczny odzew wśród bab-żołnierek.

— Trzy lata już męczę się, sierota nieszczęsna, a chłopca jak niema tak niema!

Naogół jednak « bolszewiki » spotykają się przeważnie z energiczną, namiętną nawet rozprawą.

W masach znać znużenie.

— Cóż z tego, że my tu gadamy i gadamy bez końca, a roboty prawdziwej niema. Jeden gada dobrze i drugi dobrze. Ale jakież wyjście? Wojować, to wojować, a nie wojować, to nie. Tak dalej być nie może! Czepucha kakaja to wyszła. Czerwone kokardki? Cóż z tego? Jak dalej tak pójdzie, będziemy musieli pozdejnować te czerwone kokardki i będzie wstyd!

Instynkt mas jest zbity z tropu, błąka się wśród wątpliwości i sprzeczności, poszukuje jakiegoś wyjścia.

Kto mu je wskaże?

Jedną ma lud pewność: tak dalej być nie może.

PROTEST

Kolonja polska w Genewie, zebrana na wiecu dnia 27 lipca dla zaprotestowania przeciwko aresztowaniu Józefa Piłsudskiego, twórcy Legjonów Polskich, uchwaliła rezolucję następującą:

1^o Polacy Trzech Zaborów, zebrani na wiecu w Genewie dnia 27 lipca, w sali Towarzystw polskich:

a) protestują jaknajostreż przeciw brutalnym zamachom pruskim na wolność obywatelską i narodową Polaków, oraz przeciw represjom dokonywanym masowo w czasach ostatnich;

b) wyrażają swe najwyższe oburzenie z powodu aresztowania twórcy Legjonów Polskich, generała Józefa Piłsudskiego, bohatera narodowego i wyraziciela najszczytniejszych aspiracji polskich;

c) przyłączają się do tych, którzy w kraju podjęli walkę i pracę o niezależność narodowej myśli i niepodległości niepodzielnej Ojczyzny.

2^o Wiec piętnuje z oburzeniem denuncjatorskie metody pewnych organów prasy krajowej (Gońca, Głosu i Godziny Polski), stosowane wobec osoby Józefa Piłsudskiego i jego zwolenników i tem samem dające aprobatę moralną represjom dokonywanym przez władze okupacyjne.

3^o Wiec genewski wzywa Polaków na obczyźnie do podjęcia głośnego protestu przeciw aresztowaniu Józefa Piłsudskiego i jego współpracowników.

4^o Wiec wyraża opinię, że tylko sejm polski, wybrany przez najszerze masy ludowe, stanowić winien o przyszłym ustroju Polski i z jego łona tylko wyjść może Rząd Narodowy.

Z radością drukujemy protest powyższy, tem bardziej, iż był on uchwalony jednogłośnie przez wszystkich uczestników wiecu z wyjątkiem 5 socjalistów tylko, którzy przedstawili protest zbyt ogólny. Oby protest ten natchnął niektórych rodaków naszych w Paryżu, którzy, pomimo swego szczerzego patriotyzmu, pozostają ciągle, choć bezwiednie może, pod wpływem propagandy austro-niemieckiej.

WEZWANIE

Od p. Juliusza Jerzego Szulca, podoficera 3 pułku pieszego rosyjskiego na froncie macedońskim, otrzymujemy wezwanie następujące:

Towarzysze Broni!
My, Żołnierze, w walce za wolność wszechświatową zagnani w ciasne ustrzela ziemnych i nagich macedońskich skał, zabijani nietylko pociskami strasznego wroga, ale i podłym klimatem oraz chorobami: my, żołnierze wycieńczeni długim, bo kilkunasto-miesięcznym pobytem w okopach, pokryci kurzem i zlanii potem od walk nieustających, z radością przyjmujemy wezwanie wolnej Francji i z niecierpliwością oczekujemy dnia, kiedy nas powołają pod święte nasze polskie sztandary.

Towarzysze Broni!
Nadszedł czas abyśmy też pokazali, że nie wygasła w nas chęć zemsty na tyranach drogiej Ojczyzny. Zbliżyła się ta wielka chwila, że powstaliśmy z wiekowego letargu i, pomni, że przed nami stoi jeszcze wielkie zadanie do spełnienia, nie poddajmy się rozpacz. Pokażmy, że pod wolnymi sztandarami przyszłej Rzeczypospolitej Polskiej, ramię przy ramieniu z Rewolucyjną Armją Rosyjską skruszymy okrutną zmorę niemiecką i jej popleczników.

Towarzysze Broni! Oficerowie i Żołnierze, hańbą by dla nas było nie stanąć zwartym szeregiem pod oczyszczonymi sztandarami. Towarzysze, nie zasługuje na nazwę Polaka ten, kto się boi stanąć do walki z wrogiem Ojczyzny naszej. A więc śpieszmy do polskich szeregów, pójdźmy naprzód po trupach wrogów naszych, abyśmy mogli wejść kiedyś do naszej pięknej Warszawy, która z bólem i macierzyńską rozpaczą nas oczekuje.

Hasłem naszym winno być « Polska »!
A więc naprzód! Za jej wolność, za świętą sprawę, idźmy do walki ochotczo! Siejmy strach w szeregach nieprzyjaciela, przynieśmy wolność ziemi rodzinnej, przynieśmy jej także jedność i braterstwo. Oto myśli dalekich wygnańców, którzy jednakże nie zapomnieli o swych obowiązkach narodowych, którzy wysoko sobie cenią honor swej Ojczyzny. Towarzysze, Polacy, z wiarą w zwycięstwo do polskich szeregów idźmy!

UNIWEERSAŁ UKRAIŃSKI

Centralna Rada Ukraińska uczyniła krok, mogący poważnie zaważyć na szali bieżących wypadków dziejowych, a który w każdym razie jest punktem zwrotnym w dziejach ruchu ukraińskiego.

Naczelnanarodowawładza ukraińska, wzmiankowana już Rada z profesorem Hruszewskim na czele, zwróciła się do Ukrainy z urzędowym nielako manifestem, nazywając go wedle dawnych polsko-ruskich zwyczajów « Uniwersałem ».

« Narodzie ukraiński! Narodzie włościan, robotników i ludu pracującego!

« Z woli twej stanęliśmy, Rada Centralna, na straży praw i swobód ziemi ukraińskiej. Najlepsi synowie twoi, wybrani po wsiaach, fabrykach, koszarach żołnierskich, po wszystkich « bromadach » wybrali nas, Ukraińską Radę Centralną, i nakazali nam bronić prawa i swobody.

« Narodzie, wybrani twoi głoszą: Niech Ukrai-

na będzie swobodna, nie zrywając z państwem rosyjskiem. Niech naród ukraiński na ziemi swej ma prawo sam się rządzić... »

Po takim ustępie Uniwersał powtarza raz jeszcze żądania Ukraińców, dające się streścić w 4 punktach: 1) by Rząd Tymczasowy wydał akt, stwierdzający, że nie sprzeciwia się autonomji Ukrainy, 2) by przy Rządzie Tymczasowym utworzono stanowisko komisarza do spraw ukraińskich, 3) by władzę na Ukrainie piastował wybrany przez Ukrainę, a zatwierdzony przez Rząd komisarz 4) by część podatków, ściąganych z Ukrainy, była przekazywana Radzie Centralnej na bezpośrednie potrzeby Ukrainy.

Wszystkie te żądania zostały odrzucone przez Rząd tymczasowy.

« Teraz, narodzie ukraiński, zmusili nas do stwarzania samym sobie naszego losu. Nie możemy pozwolić by ojczyzna nasza upadła i rozprzęgła się. Jeżeli Rząd Tymczasowy nie chce podjąć się wielkiej pracy razem z nami musimy ją wziąć na siebie. »

« My, Centralna Rada Ukraińska, wydajemy niniejszy Uniwersał do całego narodu i obwieszczamy, że odtąd sami tworzyć będziemy nasze życie. Dlatego też niech każdy członek naszego narodu, każdy obywatel wsi lub miasta wie, że nastąpiła chwila wyteżonej pracy. »

Uniwersał nawołuje do organizowania ludu ukraińskiego, nawiązania stosunków z narodowościami, zamieszkałymi na Ukrainie, które zapewne zechcą współdziałać z Ukraińcami.

« Gdy skończymy prace organizacyjnezwolamy przedstawicieli wszystkich narodowości, zamieszkałych na Ukrainie i opracujemy prawa dla niej. »

Pozatem Uniwersał nakłada podatek na ludność Ukrainy na potrzeby organizacyjne.

« Dowiedz, narodzie ukraiński, że możesz dumnie i godnie stanąć obok każdego zorganizowanego, samowładnego narodu, jako równy każdemu. »

Ogłoszenie Uniwersału na Zjeździe wojskowym oraz publiczne obwieszczenie go ludowi na placu Sofijskim w Kijowie, wywołało entuzjastyczne manifestacje.

Publiczne obwieszczenie połączone było z uroczystym nabożeństwem i olbrzymią demonstracją.

JESTESMY TAM

Jesteśmy tam. Nas tutaj niema wcale. Choć tu nam patrzą ludzie twarzą w twarz, Jesteśmy tam, gdzie sinomodre dale Kuszą nam dusze i wzrok ciągną nasz. Jesteśmy wszyscy daleko, daleko, Za siódmą górą, za dziewiątą rzeką.

Jesteśmy tam. Choć tutaj dzień powszedni, Chleb codzienn twardszy w dłonie kładzie nam. My głodni jeno tęsknot przepowiadni U swych ojczystych myślą stoim bram. I gdy wieczorem oczy zamykamy, Bijemy sercem do rodzinnej bramy.

Jesteśmy tam, gdzie pośród pól zakreśla Wolną granicę pierwszy wolny pług. Gdzie z ran wojennych ozdrowiały cieśla Na zgłiszczach kładzie nowej chaty próg. Gdzie bocian, wiosny niosący pociechę, Gniazdem swem świeżą koronuje strzechę.

Jesteśmy tam. Chociaż dzień jasnołocy Tu nas wmieszanych w obcy widzi tłum, Noc nas zastaje duchem u granicy Wsłuchanych w wiatru rodzinnego szum, Co nam ojczyzny niesie wolne imię, Wspartym z tęsknotą o kije pielgrzymie.

LEOPOLD STAFF.

ZE ZJAZDU WOJSKOWYCH POLAKÓW

Polski zjazd wojskowy w Piotrogradzie, zanim przystąpił do poddania pod głosowanie kwestji zasadniczej, t. j. utworzenia armji polskiej w Rosji, powziął szereg uchwał ogólnego charakteru. Zwracamy uwagę czytelników naszych, że uchwały te powzięte zostały dnia 6 czerwca, t. j. przeszło dwa miesiące temu, kiedy Tymczasowa Rada Stanu cieszyła się jeszcze względna sympatją, kiedy tylko dwóch jej członków podało się do dymisji (dziś ich już jest 6) i kiedy Piłsudski nie był jeszcze uwięziony. Dziś warunki się zmieniły: uchwały te podajemy tytułem dokumentów:



Deklaracja uczuć do Kraju.

« W decydującym momencie wojny europejskiej, kiedy wszystkie trzy dzielnice polskie wszelkimi siłami dążą do urzeczywistnienia prawa naszego Narodu do niepodległości i zjednoczenia, zebrani na pierwszym Zjeździe delegacji Polaków wojskowych, rozproszonych w armii i flocie rosyjskiej wyrażają najwyższą cześć i uznanie Tymczasowej Radzie Stanu za podjętą w niesłychanie ciężkich warunkach pracę stworzenia podwalin państwowości polskiej i obrony społeczeństwa polskiego od zakusów obcych.

Uznając, że politykę polską prowadzić może tylko władza Narodu — oświadczamy, że gotowiśmy walczyć do ostatniego tchnienia w obronie wspólnych całemu Narodowi hasła Niepodległości i Zjednoczenia ».

Mówiąc o kraju — Zjazd miał na myśli « wszystkie trzy dzielnice polskie, wszystkimi siłami dążące do urzeczywistnienia prawa naszego narodu do niepodległości i zjednoczenia », a nie tylko Królestwo Polskie, jak to czynią nasi « demokraci » i « lewicowcy ».

Zjazd wyraził Radzie Stanu « cześć i uznanie » ale wbrew naciskowi cywilnego generała Babjańskiego i jego towarzyszy nie uznał bynajmniej Rady Stanu za rząd narodowy. Poczucie rzeczywistości wśród delegatów wojskowych za triumfowało.

Stosunek do Rewolucyjnej Demokracji Rosyjskiej.

Pierwszy Ogólny Zjazd przedstawicieli Polaków wojskowych, rozproszonych w armii i flocie rosyjskiej zwraca się z braterskim pozdrowieniem do Rewolucyjnej Demokracji Rosyjskiej, która, głosząc prawo każdego Narodu do samookreślenia, pierwsza szczerze i bez osłonek wypisała na swoim sztandarze hasło niepodległej i zjednoczonej Polski, i oświadcza, że wojskowi Polacy, wierni tradycji swych Ojców i Dziadów wszystkimi siłami popierać będą Demokrację Rosyjską w jej walce o prawa człowieka i wolność narodów ».

Stosunek do Emigracji.

« Pierwszy Zjazd Wojskowych Polaków w Piotrogradzie, uważa, że wszelka samodzielna polityka prowadzona przez emigrację w imieniu Narodu polskiego jest szkodliwa dla sprawy Niepodległości Polski, że politykę polską może prowadzić tylko Kraj.

Pierwszy Zjazd Polaków Wojskowych w Rosji uważa, że armia polska narodowa na emigracji może być stworzona tylko za zgodą uznanych przez Naród władz krajowych ».

Uchwała mówi o « samodzielnej » polityce emigracji. Dziś, kiedy olbrzymia większość Polski stoi na antyniemieckim gruncie niepodległości i zjednoczenia Polski z dostępem do morza — polityka polska na emigracji, idąca po tej linii, nie jest « samodzielna », a stanowi niejako filję, ambasadę stanowiska wszystkich dzielnic Polski.

Genialne odkrycia

Na szpaltach jednego tylko numeru *Dziennika Piotrogradzkiego* (197-go) znaleźliśmy aż dwa genialne odkrycia. P. Jan Dąbrowski stwierdza:

« Dążności do stworzenia w Rosji armii polskiej nie było i nie ma, istnieje tylko zupełnie zrozumiałe po trzech latach ciężkiej służby zniechęcenie, pragnienie zmiany warunków. Przedewszystkiem zmiany warunków. I gdyby dziś nagle stworzono jakiś oddział polski, jutro też same warunki, ciężkie, przykre, wynikające z natury położenia żołnierza w czasie wojny, dolegać by poczęły żołnierzowi polskiemu. »

Słowem, według p. Jana Dąbrowskiego, żołnierz polski to rozhisteryzowana baba, która sama nie wie, czego chce i pragnie tylko zmiany warunków.

Niemniej genialne odkrycie uczynił w tymże numerze *Dziennika Piotrogradzkiego* J. Baudoin de Courtenay. Okazuje się, że Austria jest « jedynym wielkim państwem Europy » (nie

mówiąc o Szwajcarii), w którym wszystkie narodowości były równouprawnione.

Pisze się to z aplombem w chwili, gdy obraduje parlament wiedeński, w którym ludy słowiańskie, nie wyłączając Polaków, wyrażają swe zadowolenie z równouprawnienia w ten sposób, że nie chcą głosować za budżetem wojennym.

Prawdopodobnie w imię tego właśnie « równouprawnienia » władze wojenne austriackie powiesiły 30.000 Polaków po cofnięciu się wojsk rosyjskich.

Zaiste w czelności, w szerzeniu kłamstw i fałszów *Dziennik Piotrogradzki* niewiele znajduje godnych siebie konkurentów.

KRONIKA PARYSKA

Legitymacja dla cudzoziemców.

Otrzymujemy zawiadomienie następujące:

« Dzienniki doniosły w tych dniach, że w kilku departamentach prefekci rozpoczęli na nowo rewizję pozwoleń zamieszkiwania (permis de séjour). Wiadomość ta jest niedokładna. W rzeczywistości p. Minister Spraw wewnętrznych, w celu osiągnięcia dostatecznych gwarancji przy wydawaniu nowej legitymacji (carte d'identité), która zastąpi « permis de séjour » dla cudzoziemców (dekret z dn. 21 kwietnia 1917 roku), zaprosił pp. Prefektów, aby ci zorganizowali w w głównym mieście każdego departamentu specjalną komisję, która będzie orzekać czy należy danemu cudzoziemcowi mieszkającemu we Francji wydać legitymację (carte d'identité) lub nie ».

Z Sorbony.

Uczniowie liceum Condorcet'a: Jerzy Kleczkowski, Wacław Landy i Stęmpowski zdali z powodzeniem pierwszą część « baccalauréat'u ». Józef Radziszewski, uczeń liceum Carnot'a odbył szczęśliwie część drugą. Wszyscy są wychowankami Polskiej Szkoły Batinjolskiej. Młodemu laureatom serdecznie winszujemy.

Wiadomości żołnierskie.

Porucznik Marjan Esman, lotnik wojskowy, który 5 maja r. b. spadł ze swym aparatem w Szampani i poranił się dość ciężko, znajduje się ciągle w szpitalu wojskowym Corboneau, w Châlons-sur-Marne.

W 28 numerze « *Polonii* » donieśliśmy mylnie, że wolontariusz Prażmowski, został mianowany pod-porucznikiem. Otoż poinformowano nas źle albowiem to nie Prażmowski, ale p. Jan Garczyński, z 8 pułku saperów, został podniesiony do stopnia pod-porucznika.

Od dni kilku przejeżdżają przez Paryż, grupami lub pojedynczo, Wolontariusze-Polacy oraz potomkowie polskich emigrantów z 1831 roku, udając się z frontu do obozu Armii Polskiej w Sillé-le-Guillaume, około miasta le Mans.

Kolonja polska w Lyonie.

Jak wiadomo, kolonja polska w Lyonie jest jedną z najliczniejszych na prowincji, z wyjątkiem kolonii polskiej w Saint-Etienne. Polacy lyońscy są bardzo czynni i przy każdej okazji podkreślają swą narodowość polską, lub czynią propagandę na rzecz Polski. Podczas święta narodowego dnia 14 lipca, kolonja polska miasta Lyonu wywiesiła na domu, w którym się mieści miejscowy komitet polski (przy placu de la Comédie, obok ratusza miejskiego i Wielkiego Teatru), olbrzymią chorągiew amarantowo-białą. Oprócz tego, na lokalu komitetu stale wisi tarcza z białym orłem na tle amarantowym, a poniżej mieści się napis: « Comité Polonais ».

Do naszych czytelników.

Administracja « *Polonii* » poszukuje NN° 49, 22 i 24 naszego pisma z roku bieżącego, które brakuje do kolekcji. Za egzemplarze względnie dobrze zachowane płacimy po 50 cts.

VITTEL GRANDE SOURCE

poleca się cierpiącym na:
ARTRETYZM — SKLEROZĘ
REUMATYZM — PODAGRĘ

Książki polskie, nowe i używane, różnej treści, nabywa Administracja « *Polonii* ».

Bronzy do oświetlenia elektrycznego
GAZOWE LAMPY — INSTALACJE

A. BOUILLON

112, Boulevard de Belleville, 112 — PARIS

BIENENFELD JACQUES

KUPEJE: PEREY, — DROGIE KAMENIE
— BIŻUTERIE OKAZYJNE —

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Teleph: CENTRAL, 90-10

MADRYD, 11 & 12, Puerta del Sol

ANTIQUITES ET OBJETS D'ART

I. BAUER

ACHAT — VENTE — ECHANGE

37, rue des Martyrs — PARIS

• FUTRA — WYROBY FUTRZANE •
REPARACJE — PRZERÓBKİ

S. BESTER

• 4, rue Richer, 4 — PARIS •

MARCELI BARASZ

88, RUE DAMREMONT,
PARIS

wydawnictwo kart
pocztowych, bromo-
wych — studjów akade-
mickich; próby wysyła
za zaliczeniem.

WIELKIE ZAKŁADY
— OGRODNICZE —

(Właściciel: Edm. DENIZOT)

polecają:

WSZELKIE DRZEWIA OWOCOWE,
OZDOBNE, FORMOWANE, etc.

Cenniki na żądanie darmo i oplatnie

Adres: E. DENIZOT

Grandes Pépinières — MEAUX

(Seine-et-Marne)

FOURRURES & PELLETERIES

E. FISCH

48, rue Grenéta — PARIS

Librairie GARNIER Frères

6, Rue des Saints-Pères, Paris (VII^e)

Słownik Francusko-Polski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32° 2 fr.

Słownik Polsko-Francuski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32° 2 fr.

Dwa wymienione słowniki, oprawne w jeden tom, wyczerpane. 4 fr. 50 cent.

Wysyła pocztą za dopłatą 10 0/0.

Do nabycia we wszystkich księgarniach i w Administracji « *Polonii* ».

LE GERANT: P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.